

Le ministère de la Maison Royale, du Protocole et de la Chancellerie annonce le décès de SAR la Princesse Lalla Malika

Le ministère de la Maison Royale, du Protocole et de la Chancellerie a annoncé le décès, mardi à Rabat, de SAR la Princesse Lalla Malika, fille de feu Sa Majesté le Roi Mohammed V, sœur de feu Sa Majesté le Roi Hassan II, que Dieu ait leurs âmes, et tante de SM le Roi Mohammed VI, que Dieu L'Assiste. "Le ministère de la Maison Royale, du Protocole et de la Chancellerie a annoncé, avec une grande émotion et une profonde affliction, le décès de la regrettée Son Altesse Royale la Princesse Lalla Malika, fille de feu Sa Majesté le Roi Mohammed V, sœur de feu Sa Majesté le Roi Hassan II, que Dieu ait leurs âmes, et tante de SM le Roi Mohammed VI, que Dieu L'Assiste, qui a répondu à l'appel de Dieu, ce mardi 20 Safar Al Kheir 1443 de l'Hégire, correspondant au 28 septembre 2021 à Rabat", indique le ministère dans un communiqué, implorant le Tout-Puissant d'accueillir la Défunte en Son vaste paradis, parmi les fidèles vertueux. En cette douloureuse circonstance, le Ministère de la Maison Royale, du Protocole et de la Chancellerie et l'ensemble du peuple marocain présentent leurs vives condoléances et leurs sincères



sentiments de compassion à SM le Roi Mohammed VI, que Dieu Le préserve, et à tous les membres de l'illustre Famille Royale pour cette perte cruelle, la volonté divine étant imparable, implorant le Très-Haut d'accueillir la défunte en Sa sainte miséricorde et Son vaste paradis. Vu les mesures préventives en vigueur à

cause de l'évolution de la situation sanitaire, SM le Roi, que Dieu Le glorifie, a veillé à ce que les obsèques de la défunte se déroulent dans un cadre familial privé avec une présence très limitée, dans le respect total de ces mesures, précise la même source. Puisse Dieu préserver Sa Majesté le Roi, perpétuer sur Lui les bienfaits de la

santé et Lui accorder longue vie. Puisse le Tout-Puissant combler le Souverain en la personne de Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan, de Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid et de tous les membres de l'illustre Famille Royale. Dieu L'Audient exauce les vœux de ceux qui L'implorent.

Développement des relations maroco-turques Benabdallah rencontre des chercheurs turcs



(Ph: Redouane Moussa)

Le Secrétaire Général du Parti du Progrès et du Socialisme, Mohammed Nabil Benabdallah, a reçu, lundi au siège national du parti, un groupe de chercheurs du Centre d'Etudes du Moyen Orient turc, venus s'enquérir des possibilités de développement et des perspectives d'avenir des relations entre le Maroc et la Turquie.

P. 2

Immigration, lutte antiterroriste et maintien de la paix

Bourita met en exergue le rôle pionnier du Maroc

Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résident à l'étranger, Nasser Bourita a mis en avant le rôle pionnier du Maroc en matière d'immigration, de lutte antiterroriste, de maintien de la paix et d'action climatique. Le Maroc poursuit avec détermination la mise en œuvre de sa stratégie nationale pionnière d'immigration et d'asile, conformément à la vision éclairée de SM le Roi pour une gouvernance humaine, responsable et solidaire des questions migratoires, a affirmé M. Bourita, lundi en visioconférence dans le discours du Maroc lors du Débat de haut niveau de la 76^e Assemblée générale des Nations Unies.

(P. 3)

Les condoléances du PPS et de Al Bayane

SAR la Princesse Lalla Malika, tante de Sa Majesté le Roi Mohammed VI et Présidente du Croissant Rouge, vient de répondre à l'appel de Dieu le Tout Puissant, lundi à l'âge de 88 ans. Native de Rabat en 1933, la défunte Princesse est la sœur de feu Sa Majesté le Roi

Hassan II, et la fille de feu Sa Majesté le Roi Mohammed V. Face à cette douloureuse perte, le Secrétaire général du Parti du Progrès et du Socialisme, le Directeur de la publication de Al Bayane et son comité de rédaction présentent leurs sincères condoléances et compassion à Sa

Majesté le Roi Mohammed VI, aux enfants de la défunte ainsi qu'à toute la Famille Royale, et prie le Tout Puissant d'accorder Sa grande miséricorde et son pardon à la défunte.

« Nous sommes à Dieu et à Lui nous retournons ».



Evolution de la situation épidémiologique

Les cas positifs en baisse pour la septième semaine consécutive

Les cas positifs de Covid-19 sont toujours en baisse pour la septième semaine consécutive dans toutes les régions du Royaume, a annoncé mardi le ministère de la Santé, affirmant que cette évolution épidémiologique est globalement valable pour tous les indicateurs.

P. 2



Par : Abdeslam Seddiki

Dans notre chronique précédente, il était question de la responsabilité du gouvernement face aux attentes des citoyens. Il s'agit dans la présente chronique d'aborder l'autre facette de la problématique, celle du rôle de l'opposition et plus précisément de la gauche qui en constitue l'ossature. Alors que la droite, sorite victorieuse des élections, s'est montrée unie et solidaire, la gauche n'a pas suffisamment émergé, pour constituer une véritable force pour devenir le fer de lance du changement. Avec un total de 58 sièges, elle représente sur le plan numérique à peine 14,6% des voix. Ce qui est loin de refléter la présence des idées de gauche dans la société marocaine. Pour ne pas avoir réussi à transformer ce capital potentiel en capital réel, à « transformer les idées en progrès » pour reprendre une idée chère au PPS, ce sont d'autres forces qui l'ont fait à sa place en prenant à leur compte les mots d'ordre et les principes fondateurs de la gauche tels que la justice sociale et territoriale, l'égalité hommes-femmes, la lutte contre la corruption, le respect de la dignité humaine... Une telle configuration du paysage politique est pour le moins anachronique. Elle n'est pas, n'en déplaît à ceux

Tribune libre

La gauche face à ses responsabilités

qui vont vite en besogne, de nature à assurer un fonctionnement sain et serein de la démocratie. Celle-ci suppose un certain équilibre entre une majorité qui gouverne et une opposition qui se positionne en alternative. Pour paraphraser une formule célèbre, nous dirions « si l'opposition n'existait pas il faudrait l'inventer ». Fort heureusement, l'opposition, même minoritaire, existe. Elle est essentiellement représentée par la gauche, dans sa diversité. Ce qui la met face à ses responsabilités. Que doit-elle faire aujourd'hui ? Comment doit-elle aborder cette nouvelle étape ? Quelles perspectives se présentent devant-elle ? Quelle (s) alternative(s) compte-t-elle mettre en œuvre et avec quel projet de société ? Les élections, si elles constituent un moment démocratique pour renouveler les institutions représentatives du pays, sont en même temps une opportunité pour les différents partis de tester leur crédibilité, le niveau d'adhésion des électeurs à leur programme et à leur projet, de relever à la fois leur force et leur faiblesse et d'en tirer toutes les conséquences pour agir dans le sens de renforcer les acquis et de remédier aux faiblesses. Cet exercice d'introspection consistant à se voir droit dans la glace s'impose à tous. Avec un esprit de critique constructive et d'autocritique courageuse et sincère. La gauche est appelée par cet exercice à un effort collectif au niveau de la réflexion théorique et politique. Pour ce faire, elle n'a d'autre choix que de renouer avec ses intellectuels qui faisaient jadis sa force de frappe et l'alimentaient d'une façon régulière en analyses et propositions. Ces intellectuels sont aujourd'hui déboussolés et éparpillés s'estimant à tort ou à raison abandonnés par la gauche devenue plus pragmatique et préoccupée par la gestion du court terme. Les intellectuels (organiques) ont

un rôle de premier plan. C'est à eux qu'il appartient d'actualiser le « bagage » idéologique de la gauche à la lumière de l'évolution du monde, pour le rendre attractif vis-à-vis de la jeunesse qui n'a pas vécu l'ère de la guerre froide ni celle de la lutte pour l'indépendance ou même de la Marche Verte! On ne peut pas mobiliser les jeunes d'aujourd'hui avec des mots d'ordre et des méthodes surannées. C'est bien de relever, comme l'a fait récemment le SG d'un parti de gauche, que les Etats-Unis ne sont plus un pays impérialiste, mais encore faut-il le démontrer scientifiquement et politiquement. Bien sûr, un parti politique n'est pas un simple bureau d'études dont le rôle consisterait à produire des études et conseils sur commande. Un parti, et surtout un parti de gauche, doit être surtout un instrument orienté vers la praxis. Par conséquent, il est grand temps pour la gauche de quitter la salle d'attente pour reconquérir sa légitimité (populaire) en s'impliquant dans le mouvement social et syndical. Il y va de la réconciliation du citoyen avec le politique que tout le monde appelle de ses vœux. Comment peut-on réconcilier le citoyen avec le politique si ce dernier reste à distance, culturellement et géographiquement parlant ? Et pourtant, il suffit de se rapprocher des gens et d'être à leur écoute pour créer une véritable osmose entre le parti et les masses. L'expérience entreprise par le PPS lors des dernières élections consistant à s'ouvrir sur le hirak de Jerada a été concluante et constitue désormais un cas d'école. La gauche dont il est question est plurielle et doit le rester pour longtemps, si ce n'est pour toujours. Ce qui n'exclut nullement son unité politique autour d'une plateforme élaborée de commun accord dans un climat serein de militantisme, de camaraderie où seul prévaut

l'intérêt de notre peuple et l'avenir de notre pays. Tout comportement hégémonique et égoïste doit être définitivement banni. Une telle attitude a nui énormément à la crédibilité de la gauche et à son unité autour des objectifs communs. Il a été même en partie à l'origine de multiples scissions qui ont énormément affaibli la gauche de l'intérieur. Le moment est venu de tourner cette page et de voir le monde autrement, dans une vision dialectique et une optique dynamique. Pour cela, la gauche doit dépasser les querelles de chapelle aggravées par certains comportements d'égo. C'est aujourd'hui qu'il faut préparer l'alternative de demain. La gauche peut être unie mais dans la diversité. Toutes les sensibilités doivent être associées sans exclusive aucune. A condition de ne pas remettre en cause les principes fondateurs de la nation. Ce travail de reconstruction/restructuration, une pérestroïka à la marocaine, doit être entamé dès la prochaine rentrée parlementaire en mettant en place, au niveau du parlement, un front d'opposition de gauche pour contrecarrer le trio libéral et conservateur. Par la suite, il faut œuvrer ensemble à la création des forums d'échange et de débat ouverts à la société civile et aux organisations syndicales en vue d'élaborer des alternatives crédibles et de jeter les bases d'un changement démocratique. Notre pays a besoin plus que jamais d'une gauche vivante, active et patriotique. Une gauche renouée et « dépoussiérée » qui peut constituer une alternative démocratique à même de redonner espoir à notre jeunesse et de relever la place de notre pays sur l'échiquier régional et international. Elle en a les moyens à condition qu'elle tire toutes les leçons du passé et assume toutes ses responsabilités. Individuellement et collectivement.

A New York et Genève

Hilale présente à l'ONU les enjeux de la Première Commission de l'AG

À deux jours de l'ouverture des travaux de la Commission du désarmement et de la sécurité internationale des Nations Unies (Première Commission), l'ambassadeur Représentant permanent du Maroc auprès des Nations Unies à New York, Omar Hilale, en sa qualité de président de ladite Commission, a briefé virtuellement, lundi, les Etats membres à New York et Genève, sur les préparatifs, les modalités et les objectifs de cette session. Cette réunion a connu une participation importante des représentants d'une centaine d'Etats membres à New York et à Genève, ce qui dénote le grand intérêt accordé aux questions de sécurité internationale que traite la Commission. Dans son allocution, l'ambassadeur Hilale a souligné les circonstances difficiles dans lesquelles se déroulent les travaux de la Première Commission, marquées par le COVID 19. Il a insisté, à cet égard, sur la nécessité de tenir les réunions de la Commission en présentiel, dans le strict respect des mesures sanitaires. En tant que président de la Première Commission, l'ambassadeur du Maroc avait entamé une série de



consultations informelles avec les Etats membres et les Groupes régionaux pour façonner les modalités de cette année, dans le cadre d'une approche inclusive et innovante, visant à tenir des discussions substantives qui garantissent la sécurité sanitaire des diplomates. Pour leur part, de nombreux Etats membres ont réitéré leur soutien à la présidence marocaine de la Première Commission et exprimé leur appréciation pour les efforts consentis par l'ambassadeur Hilale,

afin de parvenir à des modalités inclusives et consensuelles pour la session de la Commission, en particulier celles préservant la sécurité et la santé des participants.

Les travaux de la Commission se tiendront à partir du 4 octobre prochain et seront précédés par une réunion organisationnelle de la Commission, le 30 septembre courant, qui devra adopter le programme de travail de la session de cette année. La Commission comprendra un débat général et des réunions thématiques, axées sur les questions des armes nucléaires, des autres armes de destruction massives, des armes classiques, de l'espace extra-atmosphérique, des autres mesures de désarmement et sécurité au niveau international, du mécanisme de désarmement.

Le Maroc a été élu, pour la première fois à la tête de cette Commission le 7 juin dernier, par acclamation, en la personne de l'ambassadeur Omar Hilale, une consécration pour le Maroc et pour l'Afrique qui avait endossé la candidature de l'ambassadeur du Royaume, lors du dernier sommet de l'Union Africaine, tenu en février 2021.

À vrai dire



Saoudi El Amalki

L'heure du tourisme, a-t-elle sonné ?

Avant-hier, la communauté universelle a fêté la journée mondiale du tourisme. La célébration de cette date annuelle serait sans doute, passée en catimini en raison de la pandémie. Chez nous, on en parle même pas ou presque, non pas à cause de l'épidémie qui ronge le secteur, mais également par attentisme et mutisme, à peine quelques jours de l'installation de la nouvelle équipe du gouvernement. A ce moment où les conseils régionaux et communaux sont fraîchement en place, la famille de l'industrie du tourisme s'en est certainement préoccupée, de par la nature et la conduite des nouveaux élus qui présideront aux destinées des villes respectives notamment les destinations à vocation touristique.

L'événement du 27 septembre qui coïncide, chaque an, avec la traditionnelle commémoration de la messe de voyages, aurait constitué un leitmotiv de rassemblement de tous les promoteurs de ce domaine, toutes branches confondues, en vue de lancer des appels aux nouveaux locataires des hôtels de villes ne serait-ce que leur dire «qu'on est là et qu'on vous attend avec impatience!». Pour la capitale du Souss, l'heure du réel take-off touristique aura, peut-être sonné, par l'irruption du chef de l'exécutif, nouvellement élu aussi, en tant que maire de la première station balnéaire du royaume. En fait, la double « casquette » de l'homme ne serait pas un fait du hasard, mais à coup sûr, une préméditation attentionnée qui s'insère dans le sillage de l'actuelle dynamique, amorcée par le Souverain, il y a plus de dix-neuf mois. Cet énorme enjivement de la cité, à travers maintes dimensions, serait à fortiori, une plateforme idéale à l'adresse de l'essor effectif du tourisme, dans la mesure où il donnerait un éclat essentiel de ses ingrédients naturels et structurels. Il est donc judicieux pour un tourisme qui compte drainer et fasciner ses visiteurs de tous bords, de valoriser son site attractif, en termes de musées, de cultures, de loisirs, de patrimoines, de commodités... Le nouvel exécutif qui jouit d'une majorité confortable et à la tête duquel trône un « originaire » de la région, ne saurait ignorer le potentiel de la ville en matière de tourisme. D'autant plus que le relai du service central avec l'entraîné régional sera aisément fluidifié, à moult volets, en particulier, l'aérien, la promotion, le produit, l'événementiel... Mieux encore, les interlocuteurs locaux du secteur en l'occurrence les Autorités, les institutionnels, les professionnels et les associatifs, autour du CRT d'Agadir, en parfaite communion, seraient sans nul doute, fort réactifs et regardants aux projets et mesures à entreprendre de la part des pouvoirs publics. L'intérêt que devrait porter l'Etat en faveur d'une cité touristique par excellence est fondateur afin de redorer son blason, longtemps terni par la négligence centrale, mais aussi par la défaillance locale en termes de gouvernance et de fractionnement. La nomination du chef de gouvernement et son élection à la mairie de la destination, seraient-elles suffisantes de persuader la volonté politique de l'Etat de donner à la ville d'Al Inbiâte, de la notoriété et de l'ampleur universalistes dont elle a toujours rêvé, depuis son déclin vers les années 90 ? Seul l'avenir est à même de dévoiler les intentions !

Développement des relations maroco-turques

Benabdallah rencontre des chercheurs turcs

Le Secrétaire Général du Parti du Progrès et du Socialisme, Mohammed Nabil Benabdallah, a reçu, lundi au siège national du parti, un groupe de chercheurs du Centre d'Etudes du Moyen Orient turc, venus s'enquérir des possibilités de développement et des perspectives d'avenir des relations entre le Maroc et la Turquie.

Au cours de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence d'Azzouz Sanhaji, membre du bureau politique du parti, les discussions ont porté notamment sur les opportunités qui s'offrent aux deux pays pour développer davantage leurs relations de coopération et leurs échanges.

Au terme de cet échange, les deux parties ont été unanimes à souligner que les deux pays ont intérêt à établir et à diversifier des relations de partenariat plus intenses dans les domaines d'intérêt commun. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la visite qu'effectue la délégation du Centre d'Etudes du Moyen Orient (turc) en coordination avec le Centre Marocain d'Etudes et de Recherches modernes.

Phs Rdouane Moussa



Evolution de la situation épidémiologique

Les cas positifs en baisse pour la septième semaine consécutive



Les cas positifs de Covid-19 sont toujours en baisse pour la septième semaine consécutive dans toutes les régions du Royaume, a annoncé mardi le ministère de la Santé, affirmant que cette évolution épidémiologique est globalement valable pour tous les indicateurs. L'étude des indicateurs de suivi de la situation épidémiologique, du 14 au 27 septembre, montre

que la tendance baissière se poursuit depuis sept semaines pour ce qui est des contaminations par la Covid-19, a déclaré le chef de la division des maladies transmissibles au ministère, Abdelkrim Meziane Bellefquih. Les cas positifs sont en effet passés de 15.000 cas hebdomadaires il y a 2 semaines à moins de 10.000 cas la semaine dernière, soit une baisse de 36%.

Le taux de reproduction du virus a baissé durant les deux dernières semaines, de même que le taux de positivité qui est passé de 12 à 8% durant la même période. La même tendance à la baisse a été observée au niveau du nombre de cas actifs, qui sont passés de 30.000 à moins de 17.000 cas lundi, soit une baisse de 43%.

Le nombre des cas critiques a pour sa part chuté de 35%, avec 1.148 cas lundi contre 1.764 il y a deux semaines. Le taux d'occupation des lits réservés aux cas critiques se situe à 21 % contre 33% le 14 septembre.

En outre, le nombre des cas placés sous intubation au sein des unités de réanimation a connu une baisse significative de 46% durant les deux dernières semaines, tandis que la courbe des décès a nettement baissé pour la sixième semaine de suite (257 décès contre 364 décès, soit une baisse de 30%).

S'agissant de l'opération de vaccination anti-Covid-19, M. Meziane Bellefquih a indiqué que le Maroc a franchi la barre des 40,7 millions d'injections, première et deuxième doses confondues, tout en appelant au respect le plus strict des mesures préventives en vigueur et à une large participation à la campagne nationale de vaccination.

Bourita au débat de haut niveau de la 76^e AG de l'ONU Immigration, lutte antiterroriste et maintien de la paix : le rôle pionnier du Maroc

Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita a mis en avant le rôle pionnier du Maroc en matière d'immigration, de lutte antiterroriste, de maintien de la paix et d'action climatique.

Le Maroc poursuit avec détermination la mise en œuvre de sa stratégie nationale pionnière d'immigration et d'asile, conformément à la vision éclairée de SM le Roi pour une gouvernance humaine, responsable et solidaire des questions migratoires, a affirmé M. Bourita, lundi en visioconférence dans le discours du Maroc lors du Débat de haut niveau de la 76^e Assemblée générale des Nations Unies. Il a dans ce sens rappelé que SM le Roi Mohammed VI a été désigné champion de l'Union africaine sur la question migratoire, relevant que le Maroc a également accueilli à Marrakech en décembre 2018 la conférence d'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. De même, Rabat abrite désormais le siège du premier Observatoire de l'immigration de l'UA, a-t-il ajouté. Par ailleurs, le ministre a relevé que l'adhésion du Maroc aux efforts de lutte contre le terrorisme, parallèlement à son engagement constant dans le cadre du Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF), a été couronnée par l'inauguration à Rabat du Bureau du Programme des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme et la Formation en Afrique (ONUCT).



Le choix du Maroc pour accueillir ce bureau onusien est une « reconnaissance claire » de la stature du Royaume en tant que partenaire compétent en matière de lutte contre le terrorisme et comme pourvoyeur de paix dans son environne-

ment régional, a-t-il indiqué. S'agissant de l'adhésion aux efforts consentis au niveau local, régional et international pour lutter contre les effets du changement climatique, M. Bourita a précisé que le Maroc agit conformément

à la vision anticipative de SM le Roi et poursuit sa transition vers les énergies renouvelables, tout en tenant à diversifier les sources des énergies propres. Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger a salué le rôle des casques bleus, notamment en temps de pandémie, tout en rendant hommage aux âmes de tous ceux qui ont consenti d'énormes sacrifices au service des valeurs et principes nobles de l'ONU. Dans ce sens, il a indiqué que le Maroc et la France comptent organiser la 2^e conférence ministérielle sur le maintien de la paix en environnement francophone, qui accueille près de la moitié des opérations onusiennes de maintien de la paix. Le ministre a rappelé, à cet égard, la participation du Maroc actuellement dans les forces de maintien de la paix onusiennes en République démocratique du Congo, en République centrafricaine et au Soudan du Sud, ainsi que sa contribution à l'adaptation des opérations de maintien de la paix avec les enjeux et défis contemporains dans le droit fil de l'initiative de renforcement de l'action pour le maintien de la paix lancée par le Secrétaire général de l'ONU dans le contexte de la pandémie de Covid-19.

Concernant la question de désarmement, M. Bourita a précisé que le Maroc a été élu président de la Première Commission de la 76^e Assemblée générale des Nations Unies, soulignant qu'il s'agit de la première fois que le Royaume assume la présidence de cette importante commission chargée du désarmement et de la sécurité internationale. Ce choix porté sur le Maroc, au nom du continent africain, se veut une reconnaissance onusienne de son rôle agissant, engagé et crédible dans les efforts internationaux visant à lutter contre la course à l'armement qu'il soit nucléaire ou conventionnel, ainsi que son action en faveur de la paix, la sécurité et la stabilité régionales et internationales, a-t-il encore relevé. M. Bourita a conclu en insistant sur la nécessité de prendre des mesures urgentes, effectives et coordonnées pour renforcer le rôle de l'ONU en tant qu'espace dédié à la coopération internationale, soulignant que le Maroc, animé d'un engagement constant et d'un esprit empreint de sérieux et de responsabilité, continuera à s'acquitter pleinement de son rôle au sein des mécanismes de l'organisation multilatérale, en vue de contribuer au renforcement de sa légitimité, son efficacité et son rayonnement.

Rabat soutient une solution pacifique en Libye et la cause palestinienne

Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita a souligné, lundi, que le Maroc poursuivra ses efforts pour une solution pacifique en Libye et pour une paix juste, globale et pérenne au Moyen-Orient. Mu par l'histoire, la communauté de destin et la dynamique créée par l'Accord politique de Skhirat, le Royaume poursuivra ses efforts en vue d'une solution pacifique à la crise en Libye, a affirmé M. Bourita, en visioconférence, dans le discours du Maroc lors du Débat de haut niveau de la 76^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a également relevé que conformément aux Hautes instructions de SM le Roi Mohammed VI, le Maroc se tiendra toujours du côté des institutions légitimes libyennes et soutiendra les efforts internationaux visant à trouver une solution à la crise dans ce pays maghré-

bin dans le cadre de ce qui a été convenu entre les différentes parties libyennes, ajoutant que le Royaume demeure convaincu que le règlement de la crise en Libye ne peut se faire que par les Libyens eux-mêmes, loin des interventions et agendas extérieurs. Le dialogue inter-libyen est la voie idoine pour réaliser les aspirations du peuple libyen à la stabilité, à la réconciliation nationale et au développement, a-t-il dit. Le ministre a en outre noté que le Royaume est convaincu de l'extrême importance de la tenue d'élections en Libye en tant qu'étape décisive sur la voie de la réalisation de la paix, ajoutant que le Maroc est prêt à apporter le soutien nécessaire en coordination avec toutes les institutions libyennes. Par ailleurs, il a insisté que le Maroc, à la faveur d'un engagement fort et continu en soutien à la paix au Moyen-Orient, place la question palestinienne et la

ville sainte d'Al-Qods à la tête de ses priorités et ce, au même rang que la question de son intégrité territoriale. Le Royaume aspire à une paix juste, globale et durable au Moyen-Orient, qui conduit à la création d'un Etat palestinien sur son territoire national à l'intérieur des frontières de juin 1967 avec Al-Qods-Est comme capitale, vivant en paix et en sécurité, côte à côte avec l'Etat d'Israël, a poursuivi M. Bourita. Le Maroc estime que cet espoir est tributaire de la prise de conscience par tous qu'aucune partie ne pourra jouir pleinement de sa sécurité tant que celle-ci n'est pas assurée pour l'autre partie, a dit le ministre, indiquant que cela requiert une entente courageuse pour relancer le processus de paix et mettre fin à toutes les formes de violations et de provocations qui ne font qu'exacerber l'hostilité et éloigner les perspectives de compréhension et de dialogue.

Il a en outre souligné que le Maroc, dont SM le Roi Mohammed VI préside le Comité Al Qods, réitère sa position constante et de principe au sujet de la nécessité de préserver le statut juridique, historique et spirituel distingué de la ville sainte pour en faire une terre de coexistence entre les fidèles des religions monothéistes et un facteur de rapprochement entre les peuples, et de renforcement de la paix et de la stabilité dans la région. Et M. Bourita de conclure que le Maroc, convaincu que la paix apporte la paix, œuvre pour des relations pacifiques et saines avec l'Etat d'Israël, à même d'aider à promouvoir la paix dans la région, renforcer la sécurité régionale et ouvrir de nouvelles perspectives pour toute la région, tel qu'indiqué dans la Déclaration tripartite entre le Maroc, Israël et les Etats-Unis, signée devant SM le Roi le 22 décembre 2020.

Le scrutin du 8 septembre confirme l'attachement de la population du Sahara marocain à l'unité territoriale du Royaume

La participation massive de la population du Sahara marocain aux élections du 8 septembre confirme son attachement à l'unité territoriale du Royaume et son plein engagement en faveur de la mise en œuvre du nouveau modèle du développement dans les provinces du Sud, a affirmé, lundi, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita. Cette adhésion « reflète indéniablement la volonté de la population des provinces du Sud à s'engager entièrement et avec efficacité » dans la mise en œuvre du projet de développement durable lancé par SM le Roi Mohammed VI en 2015, a souligné le ministre, en visioconférence, dans le discours du Maroc lors du Débat de haut niveau de la 76^e Assemblée générale des Nations Unies. M. Bourita a indiqué, dans ce sens, que l'opération de vote dans le Sahara marocain, à l'instar des autres régions du

Maroc, s'est déroulée dans un climat de mobilisation et conformément aux normes démocratiques internationales, confirmant ainsi que les populations dans les provinces du sud du Maroc vivent dans la quiétude et la sérénité et participent pleinement au développement socio-économique de la région, ainsi qu'à la vie politique. En témoignage le taux de participation dans les Provinces du sud du Royaume, le plus élevé au niveau national, qui a atteint les 63%, a-t-il précisé. Par la même occasion, le ministre a exprimé la disposition du Maroc à continuer à coopérer avec les Nations Unies dans le cadre des efforts déployés par son Secrétaire général pour parvenir à une solution politique réaliste, pragmatique et durable, basée sur le compromis dans le plein respect de la souveraineté du Maroc et de son intégrité territoriale. Cette solution ne peut être trouvée que si l'Algérie assume son entière responsabilité

dans le processus politique des Tables rondes, à la mesure de sa responsabilité dans la création et le maintien de ce conflit, a-t-il insisté, affirmant que l'initiative d'autonomie présentée par le Maroc en 2007 demeure l'unique voie vers une solution politique et définitive à ce différend régional artificiel. Il a également rappelé que le Maroc, depuis son indépendance, a placé la question du soutien à la stabilité dans son environnement régional et international au cœur de sa diplomatie, soulignant que le Royaume demeure engagé à œuvrer en faveur du règlement définitif du conflit régional autour du Sahara marocain, dans le plein respect de son intégrité territoriale et dans le cadre de sa souveraineté nationale. M. Bourita a, de même, fait part de la préoccupation du Maroc quant à la situation humanitaire tragique des populations des camps de Tindouf, où le pays hôte, l'Algérie, a cédé ses responsabilités à un



groupe armé séparatiste, en violation flagrante des principes du droit international humanitaire. A cette occasion, le ministre a appelé la communauté internationale à agir afin d'amener l'Algérie à respecter ses engagements en vertu des conventions

internationales, notamment en permettant au Haut commissariat aux réfugiés de procéder à l'enregistrement et au recensement de ces populations conformément aux demandes successives du Conseil de sécurité.

Menaces nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques

« Les FAR sont désormais un leader régional »

« Les Forces Armées Royales (FAR) sont désormais un leader régional dans la lutte contre les menaces nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques (NRBC), ont souligné, lundi à Kénitra, des diplomates américains, reconnaissant ainsi le professionnalisme de la Compagnie d'intervention NRBC relevant de l'Unité de secours et de sauvetage (USS) des FAR comme "pleinement apte à la mission". »

La Compagnie d'intervention NRBC de l'USS des FAR à Kénitra s'est en effet distinguée lors d'une cérémonie marquant l'achèvement d'un programme de six ans qui a été axé, en collaboration avec les États-Unis, sur les menaces NRBC. Quelque 40 militaires de cette unité, dont des personnels féminins, se sont vus attribuer des certificats d'aptitude et de reconnaissance délivrés par les États-Unis, devenant ainsi "pleinement capables" d'assurer les missions de lutte contre les menaces NRBC.

Le Programme de coopération, d'une valeur de 16 millions de dollars américains, initié par l'Agence des États-Unis de la Réduction des Menaces en matière de Défense (DTRA), a contribué à la formation de la Compagnie NRBC des FAR dans la détection, l'identification et la sécurisation des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, en utilisant les équipements les plus avancés disponibles.

Lors de cette cérémonie présidée par le Général de Brigade Abdeljalil Ennafa, Inspecteur de l'Arme du Génie, et à laquelle ont pris part le Chargé d'Affaires auprès de l'Ambassade américaine à Rabat David Greene, ainsi que d'autres personnalités diplomatiques et militaires, le Capitaine Yassine El Khadiri, Commandant la Compagnie NRBC de l'USS des FAR, a présenté le film du programme de formation qui s'est étalé de 2014 à 2021. Il a à cet égard énuméré les différentes étapes des formations et exercices effectués, ainsi que le matériel et les équipements utilisés.

Les délégations marocaines et américaines, après s'être informées sur le déroulement des formations de cette Compagnie de l'USS des FAR, ont passé en revue les équipements, le matériel et les moyens logistiques utilisés dans les opérations d'intervention pour faire face aux menaces NRBC.

Des explications, dans ce sens, ont été fournies aux invités



par les chefs d'équipe de la Compagnie NRBC, chacun en ce qui le concerne, sur le modus operandi des interventions.

Les militaires de la Compagnie NRBC ont pu démontrer lors de cette présentation un véritable savoir-faire en la matière et une indéniable prédisposition quant à une réponse opérationnelle.

"Les relations entre les États-Unis et le Maroc ne cessent de se raffermir, et notre relation militaire exceptionnelle n'a fait que se renforcer dans les semaines et mois récents, grâce aux programmes conjoints de formation comme celui-ci", a déclaré à la presse M. Greene en marge de cette

cérémonie.

"Les FAR sont capables de se déployer rapidement à l'intérieur du Maroc et à travers la région pour faire face à ce genre de menaces, notamment la prolifération des armes de destruction massive, les accidents industriels et les catastrophes naturelles", a fait savoir le Chargé d'affaires auprès de l'Ambassade américaine à Rabat, se disant "fier" de cette coopération bilatérale visant à renforcer les capacités des FAR.

"Cette activité n'est qu'une partie de la coopération forte liant les deux pays sur tous les niveaux, y compris la sécurité au Maroc, dans la région et dans le monde entier", s'est-

il félicité.

Pour sa part, le Capitaine El Khadiri a indiqué dans une déclaration similaire que les FAR disposent d'entités spécialisées dans la protection NRBC dotées de moyens plus avancés technologiquement, ajoutant que la montée en puissance de la Compagnie NRBC a été achevée suite à un partenariat étroit avec l'Agence DTRA étalé sur six ans.

"Cette Agence a participé à la formation et l'appui en équipements notamment dans le domaine de la reconnaissance, de la protection individuelle, de la détection et de l'identification des agents NRBC, de l'échantillonnage et de la décontamination", a-t-il dit, précisant que ce partenariat constitue une grande valeur ajoutée pour les FAR qui s'inscrivent dans la continuité des efforts du Commandement pour optimiser une réponse efficace et sûre face aux menaces de ce genre avec des équipes spécialisées, compétentes et bien équipées.

En plus de la Compagnie NRBC, l'USS des FAR comprend également quatre autres entités spécialisées dans le sauvetage et déblaiement, le sauvetage et inondation, la lutte contre les incendies, la neutralisation, enlèvement, destruction des engins explosifs (NEDEX).

La Compagnie NRBC des FAR continuera à établir des partenariats avec des organismes américains, y compris le Programme de Partenariat de la Garde Nationale de l'UTAH, l'OTAN et les autres pays africains tels que le Sénégal et le Kenya qui ont tous les deux complété le Programme de coopération en matière de sécurité pour la lutte contre les armes de destruction massive.

A rappeler que les FAR et l'Armée américaine ont conclu, cette semaine, un exercice important de planification des catastrophes, doublé d'un programme de formation de quatre semaines sur la gestion des risques d'explosion, a indiqué jeudi l'Ambassade US à Rabat, soulignant la "force continue" du partenariat militaire liant le Maroc et les États-Unis.

Un engagement sans faille en faveur de la promotion des actions de bienfaisance

Le peuple marocain célèbre l'anniversaire de SAR la Princesse Lalla Asmaa



La Famille Royale et le peuple marocain célèbrent, mercredi, l'anniversaire de SAR la Princesse Lalla Asmaa, une occasion de souligner l'affection singulière et l'engagement sans faille de Son Altesse Royale en faveur de la promotion des actions de bienfaisance.

Princesse au grand cœur, SAR la Princesse Lalla Asmaa s'est engagée dès son jeune âge dans le militantisme social, accordant une importance cruciale à l'amélioration de la situation des enfants à besoins spécifiques, essentiellement les enfants sourds-muets.

En sa qualité de Présidente de la Fondation Lalla Asmaa pour Enfants et Jeunes sourds, Son Altesse Royale se préoccupe de cette catégorie vulnérable, l'entourant de sa sollicitude et veillant ainsi à son bien-être et à son insertion

dans la société marocaine.

Généreuse de son temps et de sa personne, SAR la Princesse Lalla Asmaa apporte un soutien inestimable à cette institution, pionnière en matière de prise en charge des enfants sourds-muets.

Depuis plusieurs décennies, la Fondation propose un enseignement spécialisé, basé sur le programme du cycle primaire et secondaire de l'éducation nationale, aux bénéficiaires qui ont droit à un accompagnement technique grâce, notamment, à des prothèses auditives numériques, à des implants cochléaires et à des systèmes électroniques de transmission qui favorisent leur adaptation et leur sortie de l'isolement. La première promotion des bacheliers, issue de la Fondation, avait pu bénéficier, dès la rentrée

2018, des conventions de partenariat signées avec la Faculté des sciences de Rabat et l'Université Euro-méditerranéenne de Fès, ce qui a permis d'élargir les champs d'accès à l'enseignement supérieur à ces étudiants et à tous ceux et celles qui les suivront.

Les activités culturelles et sportives se trouvent également au cœur des préoccupations de Son Altesse Royale qui est, en outre, la Présidente d'honneur de la Société protectrice des Animaux et de la Nature.

Avec la célébration de l'anniversaire de SAR la Princesse Lalla Asmaa, le peuple marocain rend hommage à une Princesse fortement engagée qui, par sa grande bonté et son humanisme infaillible, a marqué à jamais l'action sociale, au profit des enfants malentendants.

Avec la participation du Maroc

42 session ordinaire du Comité des Représentants permanents de l'UA à Addis-Abeba

Le Comité des Représentants permanents de l'Union africaine (COREP) a entamé, mardi à Addis-Abeba par visioconférence, les travaux de sa 42 session ordinaire avec la participation du Maroc, en prélude au prochain Conseil exécutif de l'organisation panafricaine.

L'ambassadeur, Représentant permanent du Royaume auprès de l'Union africaine et de la CEA-ONU, Mohamed Arrouchi, préside la délégation marocaine à cette session qui discutera des projets de rapports et préparera l'ordre du jour de la prochaine session ordinaire du Conseil exécutif (ministres des Affaires étrangères).

Lors de cette session, le COREP se penchera notamment sur le rapport du sous-Comité des questions d'audit, le rapport sur l'opérationnalisation du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) et le rapport du sous-Comité sur la Coopération multilatérale.

Le COREP va procéder également à l'examen du rapport du sous-comité sur les réformes structurelles de l'Union et un autre sur l'état de l'intégration régionale en Afrique.

Le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki



Mahamat qui intervenait lors de la séance d'ouverture de cette session a noté que le cadrage du processus de la mise en œuvre des réformes institutionnelles de l'UA a constitué le centre de gravité des travaux des Représentants permanents tout en se félicitant des résultats réalisés.

«Les instruments juridiques et administratifs que vous avez proposé à la validation de nos organes délibérants vont conférer une âme à cette réforme, celle-ci va s'émanciper d'une considération théorique pour s'inscrire dans la réalité», a souligné M. Moussa Faki Mahamat.

M. Moussa Faki Mahamat s'est arrêté également sur «la permanente et bénéfique collaboration» entre le COREP et la Commission de l'UA, notant que cette collaboration est renforcée par la commune volonté de placer la réforme institutionnelle sur une voie sûre conduisant à la poursuite des objectifs stratégiques inscrits au cœur d l'agenda 2063.

L'ordre du jour de cette session en plus des questions spécifiques relatives à la mise en œuvre de la réforme institutionnelle, comporte bien des points dont l'importance est avérée, a-t-il notamment relevé.

Fouzi Zemrani, expert en tourisme et ex vice-président de la CNT

« Le tourisme marocain s'oriente de plus en plus vers une croissance inclusive »

« Le tourisme marocain s'oriente de plus en plus vers "une croissance inclusive", a relevé Fouzi Zemrani, expert en tourisme et ex vice-président de la Confédération nationale du tourisme (CNT), à l'occasion de la journée mondiale du tourisme, célébrée le 27 septembre de chaque année. »

La thématique de cette année, à savoir "tourisme et croissance inclusive", rappelle les engagements publics et privés de ce secteur depuis 2011 et plus exactement lors de la signature du contrat programme vision 2020, devant Sa Majesté le Roi Mohammed VI, a souligné M. Zemrani dans une déclaration à la MAP.

"Dans ce contrat programme, a-t-il poursuivi, il y avait un chapitre entier consacré au tourisme durable et responsable. Au sortir de cette pandémie, le tourisme responsable est une réponse aux attentes des touristes qui veulent participer au développement des communautés dans la recherche d'un véritable équilibre social, économique et environnemental". L'expert a, en outre, précisé que la croissance qui doit intervenir

suite à ces deux années de "disette imposée", doit par la force des choses, inclure toute la chaîne de valeur touristique, qui ne se limite pas aux métiers classiques du tourisme tels que définis par l'article 20 du contrat programme Vision 2010.

C'est à ce propos, qu'il a soutenu que le tourisme marocain est riche par une diversité de micro entreprises qui se sont imposées durant cette dernière décennie en proposant une offre pléthorique de services, qui répondent à une demande que les entreprises dites structurées ne peuvent satisfaire.

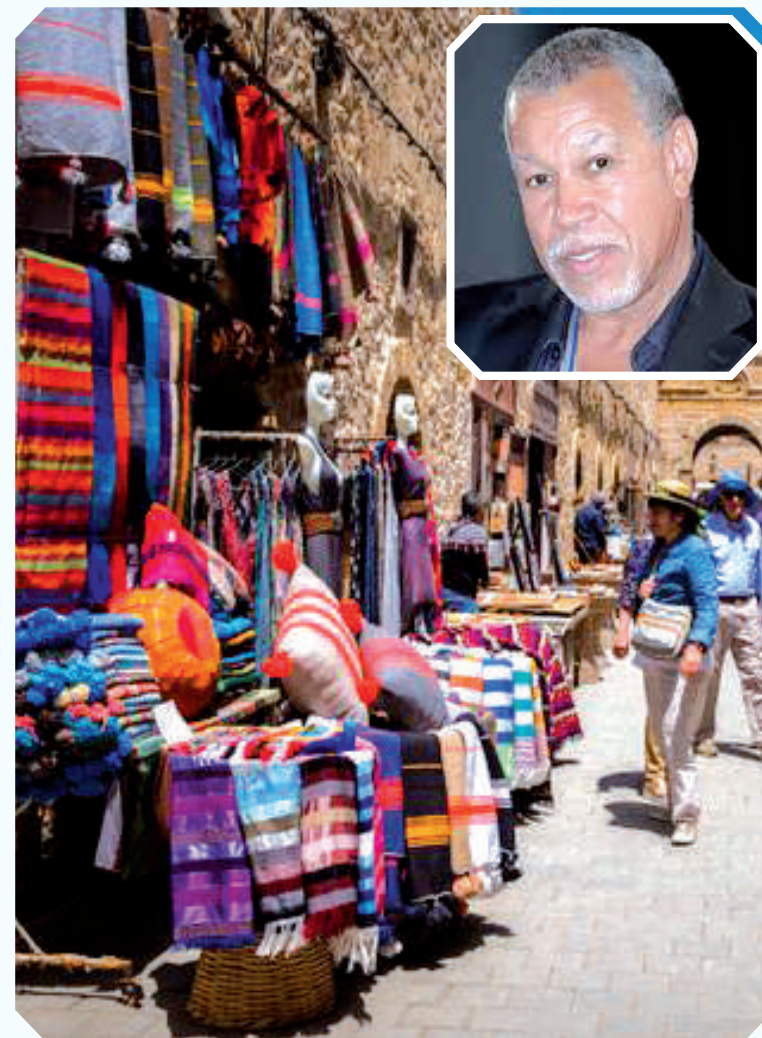
"Jusqu'à ce jour, elles ont proliféré dans l'informel, vivant au jour le jour. La crise du coronavirus a mis à nu leur précarité et forcé l'état à les prendre en charge", a-t-il affirmé.

Il a, par ailleurs, rappelé que la

généralisation de la couverture sociale décrétée par SM le Roi en faveur de tous les Marocains, constitue un véritable début de réponse à l'inclusion, soulignant l'impératif d'aller plus loin, pour permettre aux acteurs de ce même secteur de vivre dignement de leur savoir-faire, tout en respectant une certaine éthique et en créant un climat de confiance avec les visiteurs. Et de rappeler qu'en 2005, l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) recommandait d'investir dans le capital humain pour relever les défis de demain.

"Certains d'entre nous y ont cru, surtout les agences de voyages réceptives dont beaucoup se sont investies pour accompagner des petites entreprises locales, souvent familiales dans des régions reculées du Royaume en programmant des

circuits pour découvrir de manière authentique des paysages insolites et surtout partager le quotidien d'une population certes humble, mais accueillante et dotée d'une grande dignité", a-t-il souligné. Cette mobilisation a conduit à la création de coopératives aussi bien dans l'artisanat que dans les produits du terroir, mettant en place des circuits courts permettant aux consommateurs nationaux ou touristes de s'approvisionner directement, a-t-il dit, relevant qu'une dynamique s'est peu à peu développée pour désenclaver les régions, d'autant plus que le ministère du Tourisme, de l'artisanat, du transport aérien et de l'économie sociale s'est aussi impliqué et la grande distribution s'est ouverte aux petits producteurs. Néanmoins, la propagation du Covid-19 a secoué plus que



jamais le tourisme et ses ayants droits, à tel point que certains "ne pourront plus récupérer", a-t-il poursuivi, relevant à cet effet, que l'ambition de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) de guider ce secteur vers une reprise et une crois-

sance inclusives et de veiller à ce que chaque acteur du secteur ait voix au chapitre concernant son avenir y compris les communautés, les minorités, les jeunes et ceux qui risqueraient autrement d'être laissés de côté, "ne pourrait qu'être bénéfique".

ASMEX

Le Halal et le bio « Made in Morocco » promues à Canada

L'Association marocaine des exportateurs (ASMEX) a mis en avant les multiples opportunités que représentent les produits marocains labellisés Halal et Bio, dans le cadre de sa participation au Forum des affaires Canada-Monde arabe.

A l'occasion de cet événement, qui s'est déroulé virtuellement mercredi dernier, l'ASMEX a souligné les opportunités offertes par le Business du Halal et des produits Bio « Made in Morocco » et leur impact potentiel sur le marché international, indique un communiqué de l'ASMEX. En effet, l'Association a depuis plusieurs années placé ces deux créneaux au cœur de sa stratégie et y a consacré plusieurs actions de sensibilisation et d'accompagnement des exportateurs, ajoute le communiqué.

« Au niveau de l'ASMEX, nous plaçons le développement du business Halal et du Bio parmi nos orientations stratégiques. Nous lui avons dédié, au sein même de notre institution, un

Club Halal et Bio Export », a indiqué le président du Groupe « Halal et Bio Export » au sein de l'Association, Adnane Gueddari, cité dans le communiqué.

« Nous avons également créé un Club Maroc - Canada et cela est de nature à conforter l'élan déjà entrepris en matière de commerce et de développement des opportunités d'affaires avec le Canada et de réfléchir ensemble à des actions ciblées pour la promotion des produits marocains labellisés Halal et Bio sur le marché canadien », a fait valoir M. El Gueddari, dans son intervention.

Les secteurs du Halal et du Bio constituent une niche certes, mais ce sont des secteurs en constant développement qui présentent d'importantes opportunités à saisir au niveau du marché mondial, explique l'ASMEX.

« Rappelons que l'introduction des produits biologiques permet, également, de répondre aux objectifs du développement durable fixés par la

Communauté internationale à l'horizon 2030 », poursuit la même source, notant que le business du Halal s'est développé à grande vitesse au courant de la dernière décennie et le Halal n'est désormais plus limité à la viande ou à l'alimentaire en général. Les stratégies d'exportation de plusieurs pays, notamment occidentaux, ont poussé à la « Halalésation » de plusieurs secteurs comme l'habillement, le cosmétique, le financier, le tourisme, allant des fois jusqu'à la logistique.

En parallèle, l'agriculture biologique n'a cessé de se développer de manière soutenue en tant que secteur émergent en plein essor qui attire de plus en plus de consommateurs et d'investisseurs, fait remarquer la même source. « Car si l'industrie du Halal vise à toucher plus particulièrement une population musulmane qui représente 1/3 de la population mondiale (600 milliards de dollars par an, soit 16% de l'industrie agroalimentaire mondiale), le business du bio,

touche différentes classes sociales de confessions différentes », précise l'ASMEX.

La majorité des produits agricoles biologiques du Maroc est destinée à l'export (Europe essentiellement) et les volumes d'exportations ont connu une évolution remarquable durant les dernières années, fait observer l'ASMEX, ajoutant qu'elles sont représentées essentiellement par les fruits, les légumes frais (Primeurs et Agrumes) et les produits transformés, notamment, le jus d'orange congelé, l'huile d'argan alimentaire et cosmétique, les conserves d'haricots verts, les produits des plantes aromatiques et médicinales, les fraises surgelées et les câpres en saumure.

L'accroissement soutenu de la demande dû en partie au changement des habitudes de consommation, au niveau international, démontre l'existence d'un fort potentiel économique pour les producteurs marocains en général et pour les exportateurs en particulier.

A l'issue de son intervention, M. Gueddari a appelé les milieux d'affaires et d'investissements canadiens à saisir les opportunités prometteuses offertes par ce secteur et à initier des actions communes et ciblées pour la promotion des produits marocains labellisés Halal et Bio sur le marché canadien. Organisé par le Conseil canado-arabe des affaires avec la contribution effective de l'ASMEX, le Forum des affaires Canada-monde arabe a connu la participation des Premiers ministres de l'Alberta, de l'Ontario et du Saskatchewan, des opérateurs économiques et institutionnels de ce pays et du monde arabe en plus des membres du corps diplomatique. Dans un contexte post-Covid, les panélistes se sont focalisés sur des thématiques se rapportant à la reprise de l'activité économique qui se doit plus que jamais d'être diversifiée pour faire face aux futurs enjeux. L'accent a ensuite été mis sur la valorisation des opportunités d'affaires et d'investissement.

CNUCED

Le renforcement des capacités productives est le seul espoir pour lutter contre le Covid-19

Le développement des capacités productives des pays les moins avancés (PMA) est nécessaire pour renforcer leur aptitude à réagir et à se relever de crises telles que la crise de la Covid-19 et à progresser vers le développement durable, selon un nouveau rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), publié lundi.

La CNUCED définit les capacités productives comme « les ressources productives, les capacités entrepreneuriales et les liens de production qui, ensemble, déterminent la capacité d'un pays à produire des biens et des services et lui permettent de croître et de se développer ». Le développement des capacités productives permet aux pays les plus pauvres du monde de favoriser une transformation économique structurelle, qui contribuera à son tour à réduire la pauvreté et à accélérer les progrès vers les Objectifs de développement durable (ODD), indique le rapport, notant que la réalisation des ODD nécessite toutefois des investissements et des dépenses massifs, qui dépassent largement les

moyens financiers des PMA.

« Les PMA se trouvent aujourd'hui à un moment charnière », a déclaré Rebeca Grynsper, Secrétaire générale de la CNUCED, citée par un communiqué. « Ils ont besoin d'un soutien décisif de la part de la communauté internationale pour développer leurs capacités productives et leurs moyens institutionnels afin de faire face aux défis traditionnels et nouveaux tels que la crise de la Covid-19 et le changement climatique », a-t-elle ajouté. Les Nations Unies ont créé la catégorie des PMA il y a 50 ans. Le regroupement des économies les plus faibles du monde s'est élargi, passant de 25 pays au départ en 1971 à 52 en 1991, pour s'établir à 46 aujourd'hui, seuls six pays étant reclassés de la catégorie des PMA - ayant cessé d'être un PMA - à ce jour. « La forte croissance économique enregistrée par les PMA depuis le milieu des années 1990 n'a généralement pas suffi à réduire l'écart de revenus à long terme avec le reste du monde », indique le rapport. Seule une poignée de PMA a montré, au cours des deux dernières décennies, des signes

encourageants de transformation structurelle naissante et d'amélioration significative de la productivité.

D'après la même source, les perspectives pour les PMA sont sombres. « Englués dans la crise sanitaire, économique et sociale provoquée par la pandémie de Covid-19, ils ont enregistré en 2020 leur pire performance de croissance depuis environ trois décennies », fait observer le document.

La crise de la Covid-19 a mis en évidence de manière spectaculaire les lacunes institutionnelles, économiques et sociales de la trajectoire de développement suivie par la plupart des PMA, indique le rapport.

« La pandémie a gravement affecté les PMA en raison de leur résilience réduite et de leur capacité diminuée à réagir au choc de la Covid-19 et à ses conséquences », souligne le rapport. La résilience limitée des PMA se reflète dans leur faible taux de vaccination contre la Covid-19, puisque seulement 2% de leur population a été vaccinée, contre 41% dans les pays développés, ajoute la même source.

En bref

La Caisse Marocaine des Retraites (CMR) obtient son 1er agrément OPCV

Dans le prolongement de sa stratégie d'investissement dans la classe de l'immobilier entamée en 2019, la CMR vient de faire agréer, par l'AMMC, en date du 23 septembre 2021, son premier projet de règlement de gestion d'une SPI-RFA dénommée « CMR O STONE ». La gestion de cette SPI-RFA sera assurée par la société de gestion d'OPCI " REIM PARTNERS " agréée par l'AMMC en date du 31 août 2020.

Ce transfert de gestion permettra à la CMR d'optimiser davantage la rentabilité de ses placements et de saisir, éventuellement, de nouvelles opportunités d'investissement dans le domaine de l'immobilier.

La CMR projette de créer Cinq (05) autres OPCV pour y loger les actifs immobiliers acquis auprès de l'Etat entre 2019 et 2020 dans le cadre des opérations de financements innovants.

Le Forum économique mondial se tiendra à Davos en 2022

La réunion annuelle du Forum économique mondial (WEF) se tiendra à nouveau du 17 au 21 janvier prochain à Davos (Suisse), ont annoncé, les organisateurs.

"Les principaux dirigeants d'entreprises, de gouvernements et de la société civile se réuniront en personne pour aborder la question des failles économiques, environnementales, politiques et sociales exacerbées par la pandémie", ont précisé les organisateurs.

Le WEF a souligné que la pandémie avait exacerbé les fractures de la société. "La pandémie a entraîné des changements profonds. Dans un monde plein d'incertitudes et de tensions, le dialogue interpersonnel est plus important que jamais", a affirmé le fondateur et président exécutif du Forum économique mondial, Klaus Schwab, dans le communiqué.

Label'Vie veut investir plus de 1 milliard de DH entre 2021 et 2023

En dépit de la conjoncture difficile, le groupe Label'Vie veut investir plus de 1 milliard de DH entre 2021 et 2023. C'est ce qui ressort du moins de la dernière mise à jour annuelle du programme d'émission de billets de trésorerie de Label'Vie

■ Kaoutar Khennach

En effet, l'AMMC a visé la mise à jour annuelle du dossier d'information relatif au programme d'émission de billets de trésorerie de Label'Vie. Le plafond du programme demeure inchangé à 800 millions de DH. A fin juin 2021, l'encours des Billets de Trésorerie émis par Label'Vie s'élève à 380 millions de DH. En termes de perspectives, le groupe spécialisé dans la grande distribution devrait poursuivre son rythme élevé d'investissement avec un niveau annuel moyen de 1,1 milliards de DH entre 2021 et 2023. De plus, au 31 Décembre 2020, Label'Vie compte 109 magasins dont 11 hypermarchés Carrefour, 87 supermarchés Carrefour Market ainsi que 11 magasins Hyper-Cash Atacadao. En termes de parts de marché en surface commerciale, Label'Vie a un niveau de 30,8% contre 44,6% pour Marjane et 15,5% pour BIM. Par ailleurs, Label'Vie a annoncé prévoir pour 2021 un résultat net consolidé de 408,1 millions de DH ce qui fait ressortir une hausse de 20,8%, notamment grâce à la non-récurrence don de 50 millions de DH en 2020 au fonds Covid. Aussi, le CA 2021 prévisionnel est de 11,8 Mrds DH en



hausse de 7,3% tandis que la marge sur excédent brut d'exploitation est attendue à 8,8% en amélioration de 60 points de base. Rappelons que le chiffre d'affaires au premier semestre de l'année en cours a atteint 5,3 milliards de DH en baisse de -1% par rapport au premier semestre 2020. Aussi, l'EBE consolidé a progressé de 2% à 421 millions de DH sur la même période de référence. Toutefois, le RNPG a chuté de -16,2% à 160,3 millions de DH notamment à cause des charges non courantes de près de 28 millions de DH.

Pour l'actionariat, les deux principaux actionnaires de Label'Vie sont Retail Holding avec 50,3% ainsi que Saham Assurance avec 7,1% tandis que le flottant est de 39%. De même, Retail Holding est détenue à 50,6% par Best Financière contre 25,3% par Sanam Holding à travers la société VCR et 16,9% par Growth Gate (fonds bahreïni) ainsi que 7,2% pour Euromena (fonds libanais). Par ailleurs, depuis 2009, Label'Vie et Carrefour sont liés par un accord pour le développement de l'enseigne française au Maroc. Ce partenariat avec Carrefour a pour objet non seulement l'exploitation du segment de l'hypermarché mais aussi de capitaliser sur le savoir-faire du groupe français sur tous les segments de la grande distribution dans lesquels Label'Vie opère.

Décarbonation

Prêt de 280 millions € de la BEI à ArcelorMittal



La Banque européenne d'investissement (BEI) a annoncé un prêt de 280 millions d'euros à ArcelorMittal pour soutenir la recherche et l'innovation dans la décarbonation du secteur sidérurgique.

Ce prêt, soutenu par une garantie du Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSD), vise en particulier à soutenir les activités de recherche du géant mondial de la sidérurgie, ArcelorMittal, et les dépenses en capital liées à ses activités dans le domaine des projets environnementaux, climatiques et énergétiques, indique un communiqué de la Commission européenne. Il aidera également le groupe à atteindre ses objectifs en matière de climat et, partant, à réduire l'empreinte environnementale de ses installations de production, de ses produits sidérurgiques et de ses solutions technologiques, ajoute-

ton.

"Grâce à une garantie du plan d'investissement pour l'Europe, ArcelorMittal investira 280 millions d'euros dans des activités de recherche et de développement afin d'atteindre ses objectifs climatiques et de réduire l'empreinte environnementale de ses installations de production", a déclaré Paolo Gentiloni, commissaire européen chargé de l'économie, cité dans le communiqué. Selon lui, l'innovation est "cruciale" pour permettre aux entreprises de contribuer aux ambitions climatiques tout en maintenant leur compétitivité. Les activités soutenues par les nouveaux investissements seront principalement menées dans les installations de recherche et développement déjà existantes d'ArcelorMittal en France, en Belgique, au Luxembourg et en Espagne.

Asset Management

Tessellate devient le distributeur officiel du logiciel Finastra Fusion Invest

Tessellate Africa, une filiale de Tessellate Group, et Finastra, le plus grand éditeur de logiciels « pure-play » qui dessert l'ensemble du secteur des services financiers, ont annoncé aujourd'hui leur partenariat. Tessellate Africa est désormais certifiée en tant que distributeur de la solution Fusion Invest de Finastra, apportant une expérience front-to-back complète pour les gestionnaires d'actifs au Maroc.

« Avec la présence mondiale de Finastra et sa technologie éprouvée, combinées à l'expertise locale de Tessellate, cette décision permet aux gestionnaires d'actifs d'accéder à notre solution agile, ouverte et collaborative pour rationaliser les opérations et renforcer la transparence. Fusion Invest accélère les processus d'investissement de manière simplifiée avec un déploiement prévisible et un support produit de classe mondiale », a déclaré Younes Guemouri, principal vice-président et directeur général de Fusion Invest, Finastra.

Dans les conditions de marché incertaines d'aujourd'hui, les sociétés de gestion d'actifs doivent équilibrer les besoins de leurs clients locaux avec les exigences des réglementations internationales, les pressions croissantes sur les frais et l'adoption de nouvelles technologies. Au Maroc, l'accent a été mis sur les solutions de gestion de portefeuille et de gestion des risques qui peuvent à la fois

rationaliser un processus d'investissement contrôlé et assurer la transparence de l'analyse des risques et des performances.

« A travers ce partenariat et nos centres d'excellence au Maroc, Tessellate Africa vise à contribuer au renforcement de la position du Maroc en tant que place financière dynamique en Afrique et à consolider sa position régionale en tant que hub financier », a ajouté Said Guida, Managing Partner de Tessellate Africa. "Nous sommes ravis de travailler avec Finastra pour apporter sa technologie éprouvée dans la région à l'appui de nos ambitions."

Avec Fusion Invest, les gestionnaires d'actifs peuvent mettre en œuvre de

nouvelles stratégies de portefeuille de manière simple, rapide et avec une plus grande efficacité. Des modèles robustes surveillent le portefeuille et équilibrent la gestion des risques tout au long du processus de décision d'investissement.

Tessellate a plus d'une décennie d'expérience dans le conseil et la gestion de projets technologiques dédiés au secteur financier, avec une expertise en banque d'entreprise, gestion des risques, marchés de capitaux et gestion d'actifs. Il possède une expérience approfondie de la gestion de projets complexes, aidant les institutions financières à faire face aux changements organisationnels et opérationnels pour soutenir la croissance des entreprises.



Huawei dévoile ses perspectives dans le monde et en Afrique



Le vice-président Corporate Communications de Huawei, Karl Song, a mis en avant les perspectives du groupe dans le monde et en Afrique post Covid-19, en marge du Huawei Connect 2021, événement phare tenu chaque année.

Des infrastructures à l'agriculture intelligente en passant par la décarbonisation, un vaste ensemble de thématiques ont été abordées au cours de l'événement organisé par Huawei, indique un communiqué du groupe. M. Song, qui animait une conférence en marge de l'évé-

nement placée sous le thème "Les économies africaines suite à la pandémie de la Covid-19", a entre autres indiqué que Huawei continuera à travailler main dans la main avec les secteurs publics et privés, dans l'optique de doter l'Afrique des moyens technologiques – 5G, Cloud, IA – qui mèneront le continent vers le développement.

En ce qui concerne la formation de talents locaux, Huawei a annoncé un nouvel investissement de 150 millions USD dans des programmes inédits, qui bénéficieront à 1,5 million de personnes dans plus de 150 pays – parmi lesquels de nombreuses nations africaines. En matière d'efficacité énergétique, la compagnie a justifié le regain d'investissement qui y sera consacré par la nécessité de concilier croissance économique et protection de l'environnement.

"Nous pensons que l'économie numérique doit être une économie verte. Les TIC peuvent jouer un rôle très important en ce sens [...] C'est pourquoi les produits de Huawei seront 2,7 fois plus efficaces sur le plan énergé-

tique d'ici 2025 qu'en 2019", a expliqué Karl Song. Enfin, le dirigeant a tenu à rappeler l'engagement de Huawei sur le continent : "Nous sommes présents en Afrique depuis plus de 20 ans, et nous nous sommes engagés à promouvoir le développement des communautés locales. Nous avons contribué à améliorer la connectivité dans 28 pays de la région Northern Africa, ce qui a profité à 630 millions de personnes. Huawei emploie désormais plus de 6 000 personnes dans cette même région Northern Africa, dont 81 % sont des employés locaux".

Placé cette année sous la thématique "Dive into Digital", le Huawei Connect 2021 a comporté au total 4 discours-programmes, 5 sommets et 66 sessions, animés par plus de 200 intervenants. Parmi ces derniers, des visionnaires du secteur - chefs d'entreprise, experts en technologie de pointe... Huawei Connect 2021 a été diffusé en direct et dans 11 langues sur le site internet du Groupe, et a été marqué par des expositions en ligne, visites à distance des salles d'exposition et débats ouverts.

Elections en Allemagne

L'étau se resserre autour du chef des conservateurs



Le parti conservateur d'Angela Merkel s'enfoncé dans la crise avec des appels à la démission de son président Armin Laschet après la débâcle des législatives, compliquant un peu plus ses efforts pour revendiquer la formation du futur gouvernement.

Chef de file de chrétiens-démocrates tombés à leur plus bas historique, avec pour la première fois depuis 1949 un score inférieur à 30%, M. Laschet ne veut pas pour autant s'avouer vaincu et renoncer à succéder à Angela Merkel à la chancellerie.

"Nous sommes prêts à engager une négociation pour bâtir une coalition" avec les Verts et les libéraux du FDP, respectivement troisième et quatrième du scrutin, a lancé l'impopulaire candidat.

L'ancien journaliste devenu président de la région la plus peuplée d'Allemagne sait que sa carrière serait sans doute plombée s'il reconnaissait la défaite.

Celui qui a la réputation de toujours retomber sur ses pieds pense en outre pouvoir rafler la mise si les sociaux-démocrates, arrivés légèrement en tête dimanche, échouent à s'entendre avec les écologistes et surtout les libéraux, un parti de droite au programme très éloigné du leur. Mais Armin Laschet voit depuis dimanche ses troupes se retourner contre lui.

"Qui peut faire comprendre à Armin Laschet que c'est fini ? La nonchalance avec laquelle il tente de dissimuler son échec politique est inquiétante", résume mardi le quotidien Süddeutsche Zeitung.

La première réunion du groupe conservateur au Bundestag mardi après-midi risque fort de se transformer en tribunal contre le candidat qui incarne l'érosion d'un bloc en baisse de 9 points depuis le précédent scrutin de 2017. Score déjà considéré à l'époque comme décevant.

C'est le ministre-président de la Saxe, Michael Kretschmer, qui a ouvert les hostilités: "les électeurs nous ont clairement dit +la CDU n'est pas notre premier choix+. Faire comme si de rien était va nous conduire à la ruine", a prévenu le dirigeant de ce Land d'ex-RDA, battu dimanche par l'extrême droite.

"Je ne pense pas que nous puissions avoir la prétention de diriger le prochain gouvernement", a renchéri un autre baron du parti, Norbert Röttgen.

"Nous avons perdu. Point final", lui a fait écho le chef des jeunes de la CDU, Thilman Kuban.

Face à ce vent de fronde, M. Laschet a dû donner des gages, en admettant que la CDU, un des plus vieux partis européens, au pouvoir depuis 16 ans, avait "besoin de renouveau" à tous les étages.

Son discours sur la future coalition a aussi légèrement évolué, M. Laschet se cantonnant désormais à dire qu'"aucun parti n'a de mandat clair pour former un gouvernement", pas plus la CDU que le SPD.

Mais ces bémols n'ont pas suffi à faire redescendre la pression autour de M. Laschet. Au contraire.

Même un des principaux soutiens de M. Laschet au sein du parti, l'expérimenté patron de la Hesse, Volker Bouffier, a lâché son poulain en reconnaissant que l'union conservatrice ne pouvait avoir "aucune prétention à la responsabilité du gouvernement".

Un autre dirigeant régional proche de M. Laschet, Daniel Günther, a lui aussi pris ses distances avec un candidat gaffeur qui n'aura pas été un "atout" durant la campagne.

Des députés de base ont eux carrément réclamé la démission de M. Laschet, auteur d'une campagne ratée malgré l'implication dans la dernière ligne droite de Mme Merkel.

"J'aurais aimé une prise de conscience. Vous avez perdu, faites preuve de discernement, évitez d'autres dommages à la CDU et démissionnez", l'a enjoint la jeune députée de Rhénanie-Palatinat, Ellen Demuth.

L'opinion publique allemande semble elle avoir tranché, sans ambiguïté. Quelque 58% des citoyens pensent ainsi que la CDU-CSU n'a pas la "légitimité" pour former le prochain gouvernement, selon un sondage Insa pour Bild.

Laschet semble cristalliser sur sa personne tous les doutes et mécontentements: 51% veulent qu'Armin Laschet démissionne de la tête du parti moins d'un an après son élection.

Attendons pour voir

Parlement islandais
Les femmes étaient sur le point d'être majoritaires

■ Nabil El Bousaadi

D'après les premiers résultats des élections législatives qui ont eu lieu ce samedi en Islande sur les 63 sièges que compte l'Althing, le Parlement islandais, qui est l'un des plus anciens d'Europe puisqu'il a été fondé en 930, 33 sièges seraient revenues aux femmes. Avec un tel score - à savoir, 52,3% de femmes sur l'ensemble des parlementaires - l'Islande serait donc devenue le premier pays à avoir franchi la barre symbolique des 50% et à dépasser la Suède dont le parlement compte 47% de députées.

Mais si cette information avait rapidement fait le tour du monde, la fausse joie n'a été que de courte durée, malheureusement, car après que l'Islande ait cru, ce dimanche, pendant quelques heures, qu'elle était devenue le premier pays du vieux continent dont le Parlement est dominé par les femmes, le recomptage des voix effectué en fin de journée a révélé que la part des sièges occupés par les femmes n'est pas celle précédemment annoncée mais, en réalité, inférieure à 50%.

Le nouveau comptage des voix effectué dans une des six circonscriptions du pays ayant révélé que 3 femmes ont perdu le siège qu'elles pensaient avoir gagné, ces dernières n'occuperaient donc que 30 sièges dans le nouveau Parlement islandais qui en compte 63 et ne constitueraient, en conséquence, que 47,6% du total des députés.

Mais quelque soit le résultat de ce dimanche, force est de reconnaître qu'en matière de « cause des femmes », l'Islande, qui compte aujourd'hui 370.000 habitants, a toujours été à l'avant-garde. Ainsi, après que le pays ait été fortement secoué, en Octobre 1975, par une grande grève féminine inédite à travers laquelle les islandaises avaient demandé de meilleures salaires et une plus grande place dans la gestion des affaires de l'Etat, Vigdis Finnbogadóttir, était devenue, dès 1980 et à l'issue d'élections démocratiques, la première Cheffe de l'Etat islandais.

Dirigé, depuis 2017, par la Première ministre Katrin Jakobsdóttir dont la bonne gestion de la pandémie de Covid-19 n'est pas passée inaperçue, l'Islande qui a mis en application, en 2018, une loi avant-gardiste sur la parité salariale est, depuis douze années consécutives, en tête du classement du Forum économique mondial en matière d'égalité femmes-hommes.

Mais, il y a lieu de signaler que, d'un autre côté, les élections législatives de ce samedi ont conforté la majorité de l'alliance gauche-droite, au pouvoir depuis 4 ans, en lui octroyant 37 sièges et en la mettant en position de force ; ce qui lui confère la possibilité de former une coalition différente avec d'autres partis que les Gauche-Verts de la Première ministre de gauche écologiste qui a perdu du terrain et qui, avec 8 sièges, se trouve fortement fragilisée.

Enfin, s'il est indéniable qu'avant le coup de théâtre auquel a donné lieu le recomptage des voix, les gens s'étaient félicités, aussi bien en Islande que dans les chancelleries du monde entier, de voir ce petit pays de 370.000 habitants entrer dans l'histoire politique européenne comme étant le premier Etat du vieux continent où le nombre des femmes ayant décroché un siège de députée au Parlement a dépassé la barre symbolique des 50%, il y a de très fortes chances pour que la prochaine fois soit la bonne. Alors, attendons pour voir...

La Corée du Nord tire un nouveau missile

Pyongyang affirme son droit à tester des armes



La Corée du Nord a tiré ce qui semble être un missile de courte portée en mer mardi, a déclaré l'armée sud-coréenne, son ambassadeur à l'ONU revendiquant peu après le "droit légitime" de son pays à tester des armes face à la "politique hostile" des Etats-Unis et de Séoul. L'engin a été tiré depuis la province septentrionale de Jagang vers les eaux au large de la côte est, selon l'état-major des armées du Sud. Un porte-parole du ministère japonais de la Défense a pour sa part déclaré à l'AFP sous le couvert de l'anonymat que ce projectile "semble être un missile balistique".

Moins d'une heure après ce lancement, l'ambassadeur nord-coréen auprès de l'ONU, Kim Song, a déclaré à l'Assemblée générale des Nations unies que son pays a le "droit légitime" de tester des armes et de "renforcer (ses) capacités de défense".

Les Etats-Unis "devraient prouver dans les faits qu'ils n'ont aucune volonté hostile à notre égard", a poursuivi l'ambassadeur. "Si c'est le cas, nous sommes prêts à répondre" de la même manière, "mais il ne semble pas que les Etats-Unis soient prêts" à prendre cette direction, a-t-il déclaré.

Cette déclaration est la dernière d'une série de messages ambigus émanant de Pyongyang, quelques jours après que Kim Yo Jong, l'influente soeur du dirigeant nord-coréen Kim Jong Un, eut laissé entrevoir la possibilité d'un sommet entre les deux Corées, tout en exigeant au préalable que Séoul abandonne sa "politique hostile".

Ces remarques répondaient à de récents appels du président sud-coréen Moon Jae-in à déclarer une fin officielle au conflit inter-coréen de 1950-53 qui s'est terminé par une trêve, et non par un traité de paix, laissant les deux parties techniquement en guerre depuis plus d'un demi-siècle.

"On dirait que la Corée du Nord veut tester la sincérité de Séoul pour ce qui est de sa volonté d'améliorer les liens inter-coréens" a expliqué à l'AFP Yang Moo-jin, professeur à l'Université des études nord-coréennes.

"Pyongyang va surveiller et étudier la réaction de Moon après le lancement d'aujourd'hui et prendre des décisions" sur d'éventuelles mesures de détente, a-t-il ajouté.

Le Conseil de sécurité nationale de Corée du Sud s'est réuni en urgence après le tir de mardi. Dans un communiqué, il a "déploré ce lancement à un moment où la stabilité politique dans la Péninsule coréenne traverse un moment extrêmement critique".

Le département d'Etat américain a également condamné ce dernier tir de missile dans un communiqué lundi soir. "Ce lancement constitue une violation des multiples réso-

lutions du Conseil de sécurité de l'ONU et représente une menace pour les voisins (de la Corée du Nord) et la communauté internationale", a-t-il estimé, appelant Pyongyang "à engager le dialogue".

L'armée américaine a indiqué "consulter étroitement (ses) alliés et partenaires" à ce sujet, assurant que "l'engagement des Etats-Unis à défendre la République de Corée et le Japon reste inébranlable".

Pyongyang a déjà procédé à plusieurs tirs de missiles ce mois-ci, l'un impliquant des missiles de croisière à longue portée et un autre, selon l'armée sud-coréenne, des missiles balistiques à courte portée.

Séoul a également testé avec succès, pour la première fois, un missile balistique lancé par un sous-marin (SLBM), faisant d'elle l'une des rares nations à disposer de cette technologie avancée.

Mardi, elle a lancé son troisième sous-marin SLBM, tandis qu'elle dépense des milliards pour renforcer ses capacités militaires. Pyongyang est plus que jamais isolé depuis la fermeture de ses frontières en début d'année dernière pour empêcher la propagation du coronavirus.

Ses pourparlers avec les Etats-Unis sont dans l'impasse depuis l'échec du sommet de 2019 à Hanoï entre Kim Jong Un et le président américain de l'époque Donald Trump.

Le gouvernement du président Joe Biden a fait savoir qu'il était prêt à discuter avec Pyongyang à tout moment et sans conditions préalables, mais le dialogue reste au point mort pour le moment.

Depuis l'arrivée de Kim Jong Un à la tête du pays, les programmes en matière d'armement ont progressé, mais Pyongyang n'a procédé à aucun essai nucléaire ou tir de missile balistique intercontinental depuis 2017.

LES APPELS D'OFFRES

Royaume du Maroc
Ministère de l'Intérieur
Province de Sidi Kacem
Commune Rurale Khnichet
Avis d'appel d'offres ouvert
N° 04/2021

(Séance publique)
Le Mardi 26/10/2019 à 11 heures, il sera procédé en séance publique dans le bureau de Mr le Président du conseil communal Khnichet à l'ouverture des plis concernant :
N° marché : 04/2021
Objet du marché : Affermage du souk hebdomadaire Sebtkh nichet Au titre de l'année 2022

Cautionnement provisoire : 50.000,00 dhs (Cinquante mille dirhams)

Cout estimatif : 1.000.000,00 dhs (Un million dirhams).
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du Bureau des marchés et de suivi des travaux de la commune Khnichet, il peut être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat www.marchespublics.gov.ma; selon les conditions prévues au décret n° 02-12-349 du 08 Joumada I (20 mars 2013) relatives aux marchés publics.

* Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conforme, aux dispositions des articles 25-27 - 29 et 31 du décret n° 349-12-02 relatives aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
• Soit envoyer leurs plis, par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité;
• Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre de la commune Khnichet.
• Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
Soit soumissionner par voie électronique au portail des marchés publics.

-Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 25 du décret n° 349-12-02 précité.

- Dossier technique comprenant :
*Note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou a participé à l'exécution.

* attestations délivrées par les hommes de l'art ou par les bénéficiaires publics ou privés.

-Dossier financier :
*Acte d'engagement
Dossier additif :
Cahier des prescriptions spé-

ciales paraphés à chaque page et signés à la dernière page.

Royaume du Maroc
Ministère de l'Aménagement du Territoire National de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville
Agence Urbaine de Taroudannt-Tiznit-Tata
Avis d'appels d'offres ouverts de l'Agence Urbaine de Taroudannt-Tiznit-Tata au titre de l'année 2021

Séance publique
Le Mercredi 27/10/2021, il sera procédé en séance publique, au siège de l'Agence urbaine de Taroudannt-Tiznit-Tata (Bab Ezzorgane, Maadiat, Taroudant) à l'ouverture des plis des appels d'offres ouverts suivants :
N° AO : 01/2021

Objet appel d'offres : Exécution des prestations d'accueil et de gardiennage, surveillance et gestion des entrées et sorties des locaux de l'Agence Urbaine de Taroudannt-Tiznit-Tata

Estimation du cout des prestations en dirhams : 372 797,56
Caution provisoire en dirhams : 10 000,00

Date et heure d'ouverture des plis : Le 27/10/2021 à 10h00.
Les dossiers des appels d'offres peuvent être retirés au département des Affaires Administratives et Financières sis à Bab Ezzorgane

Maadiat, Taroudannt, ou téléchargés à partir du site Web de l'Agence Urbaine de Taroudannt-Tiznit-Tata : www.autar.ma, ou à partir du site Web du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.

Le contenu, ainsi que la présentation des dossiers des concurrents (pour chaque appel d'offre) doivent être conformes aux dispositions des articles 26, 27, 28 et 29 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
- Soit envoyer, leurs plis, par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.

- Soit déposer contre récépissé leurs plis au département des Affaires Administratives et Financières sis à l'adresse sus indiquée.

- Soit remettre, leurs plis, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

- Soit envoyer, leurs plis, par voie électronique via le portail des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par les règlements de consultation relatifs à ces appels d'offres.

Royaume du Maroc
Ministère de l'Aménagement du Territoire National de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville
Agence Urbaine de Taroudannt-Tiznit-Tata
Avis d'appels d'offres ouverts de l'Agence Urbaine de Taroudannt-Tiznit-Tata au titre de l'année 2021

Séance publique
Le jeudi 28/10/2021, il sera procédé en séance publique, au siège de l'Agence urbaine de Taroudannt-Tiznit-Tata (Bab Ezzorgane, Maadiat, Taroudant) à l'ouverture des plis des appels d'offres ouverts suivants :
N° AO : 02/2021

Objet appel d'offres : Exécution des prestations de nettoyage des locaux de l'Agence Urbaine de Taroudannt-Tiznit-Tata

Estimation du cout des prestations en dirhams : 142 524,10
Caution provisoire en dirhams : 5 000,00

Date et heure d'ouverture des plis : Le 28/10/2021 à 10h00
Les dossiers des appels d'offres peuvent être retirés au département des Affaires Administratives et Financières sis à Bab Ezzorgane

Maadiat, Taroudannt, ou téléchargés à partir du site Web de l'Agence Urbaine de Taroudannt-Tiznit-Tata : www.autar.ma, ou à partir du site Web du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.

Le contenu, ainsi que la présentation des dossiers des concurrents (pour chaque appel d'offre) doivent être conformes aux dispositions des articles 26, 27, 28 et 29 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
- Soit envoyer, leurs plis, par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.

- Soit déposer contre récépissé leurs plis au département des Affaires Administratives et Financières sis à l'adresse sus indiquée.

- Soit remettre, leurs plis, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

- Soit envoyer, leurs plis, par voie électronique via le portail des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par les règlements de consultation relatifs à ces appels d'offres.

Royaume du Maroc
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration
Direction des Affaires

Administratives et Générales
Avis rectificatif relatif à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix N° 34/2021/MEFRA/AC/ENT
Le présent appel d'offres est réservé aux petites et moyennes entreprises nationales, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

Il est porté à la connaissance du public que l'appel d'offres ouvert sur offres de prix n° 34/2021/MEFRA/AC/ENT, concernant l'entretien et la maintenance des espaces verts relevant de l'Administration Centrale du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration à Rabat-Témara, a été rectifié comme suit:

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 6 du règlement de la consultation, notamment la production de la copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et de classification dans le secteur, classe minimale et qualifications exigées suivants :
Secteur : V
Classe minimale : 3
Qualifications exigées : V.1 (Ce certificat tient lieu du dossier technique)

En application des dispositions :
- De l'article 6 de l'arrêté n° 3011.13 du 30 Octobre 2013, du Ministère de l'Economie et des Finances, pris pour l'application de l'article 156 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 ;

- Des article 25 et 156 du décret n°2-12-349 tels qu'ils ont été modifié et complété par le décret n°2-19-69 du 24 mai 2019.

Il est à signaler que le présent appel d'offres est réservé aux petites et moyennes entreprises nationales, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

Les concurrents sont invités à fournir les pièces prévues par l'article 4 de l'arrêté précité, par l'article 25 du décret n°2-12-349 tel qu'il a été complété et modifié et à l'article 6 du règlement de consultation.

Les concurrents non installés au Maroc sont dispensés de produire le certificat de qualification, toutefois ils doivent présenter un dossier technique comme indiqué au règlement de consultation.

Royaume du Maroc
Ministère de l'Intérieur
Préfecture de Meknès
Commune de My Idriss Zerhoun
Avis d'appel d'offres ouvert N° 9/2021

Conformément aux dispositions du décret n°02-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics, il sera procédé, dans le bureau de Monsieur le président de la commune de Moulay Idriss Zerhoun le mardi 26 octobre 2021 à 10 H 30 à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres n°9/2021 concernant :

L'affermage des parkings sis à la Commune de Moulay Idriss Zerhoun.

Les concurrents intéressés peuvent
- soit-retirer les dossiers d'appels d'offres auprès du service du patrimoine de la commune ;
- soit les retirer du site électronique : www.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de 14.000,00 dirhams.

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret précité.

Conformément aux dispositions de l'article 25 du Décret précité, chaque concurrent est tenu de présenter :
1. Un dossier administratif comprenant :
A-Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- Une déclaration sur l'honneur.
- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant.

- pour les groupements une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du Décret susvisé

B- Pour le concurrent pour lequel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2-12-349 précité :

- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré auprès du service des Marchés du Secrétariat Général de la Province de Laâyoune sis Place Prince Héritier Laâyoune. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma.

Le prix d'acquisition des plans et des documents techniques est fixé à cinquante dh (50,00dh).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
- soit envoyer leurs plis par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;

- soit les déposer contre récépissé au service des Marchés du Secrétariat Général de la Province de Laâyoune.

- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

- Soit les déposer par voie électronique conformément à l'article 6 de l'arrêté du Ministre de l'économie et des finances n° 20/09/2014.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 08 du règlement de la consultation.

Les concurrents doivent fournir une copie légalisée du certificat de qualification et de classification dans le secteur, classe et qualification délivré par le ministère de l'équipement ; du transport de la logistique et de l'eau pour les domaines d'activités suivantes :

Secteur : A
Qualification : A2
Classe : 3

Les concurrents non installés au Maroc sont dispensés de produire le certificat de qualification, toutefois ils doivent présenter un dossier technique comme indiqué au règlement de consultation.

Royaume du Maroc
Ministère de l'Intérieur
Préfecture de Meknès
Commune de My Idriss Zerhoun
Avis d'appel d'offres ouvert N° 9/2021

Conformément aux dispositions du décret n°02-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics, il sera procédé, dans le bureau de Monsieur le président de la commune de Moulay Idriss Zerhoun le mardi 26 octobre 2021 à 10 H 30 à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres n°9/2021 concernant :

L'affermage des parkings sis à la Commune de Moulay Idriss Zerhoun.

Les concurrents intéressés peuvent
- soit-retirer les dossiers d'appels d'offres auprès du service du patrimoine de la commune ;
- soit les retirer du site électronique : www.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de 14.000,00 dirhams.

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret précité.

Conformément aux dispositions de l'article 25 du Décret précité, chaque concurrent est tenu de présenter :

1. Un dossier administratif comprenant :

A-Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- Une déclaration sur l'honneur.
- L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant.

- pour les groupements une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du Décret susvisé

B- Pour le concurrent pour lequel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2-12-349 précité :

- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent

- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition ;
- Une attestation délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme.

- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

* Un dossier technique comprenant :
- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent

* Un dossier complémentaire comprenant : Le cahier des prescriptions spéciales signé à la dernière page avec la mention manuscrite «lu et accepté» et paraphé sur toutes les pages ; Le règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages et une copie certifiée conforme à l'originale de la CINE.

2- Un dossier D'offre financière contenant l'acte d'engagement établi comme il est dit au paragraphe A de l'Article 27 du Décret précité.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 25; 27; 29 et 31 du décret précité.

Les concurrents intéressés peuvent :
- soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre ou auprès du service de patrimoine de la commune territoriale de Moulay Idriss Zerhoun.

- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;

- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

ANNONCES LÉGALES

DISTRIBUTION VETEMENT FEMMES

Société à responsabilité limitée à associé unique
Au capital de 3.000.000Dhs
Siège social : Avenue de Phare
Angle Rue El Kaissi
Bourgogne - Casablanca.
RC:134253 Casablanca

Radiation de La Gérance Libre.

L'Association unique de la Société Distribution Vêtement Femmes SARL/AU, a décidé selon le PV du 12/07/2021 de radier la succursale dont le local est sis au Al Mazar RDC N°40 Zone Touristique d'Agdal, à Marrakech.

Le dépôt légal a été effectué au greffe du tribunal de commerce de Marrakech, le 22 septembre 2021 sous le N°10620.

Royaume du Maroc
Ministère de l'Intérieur
Province de Mediouna
Secrétariat général
Division de l'urbanisme et de l'environnement

Avis de l'Arrêté Gubernatorial N°103/2021 en date du 27 Septembre 2021

D'ouverture de l'enquête publique, relative au projet Construction d'une unité industrielle pour le recyclage des métaux non ferreux au sein de douar Oued Hadda commune Sidi Hajjaj Oued Hassar sur le terrain ayant le titre foncier n°29923/49- Présenté par la société AL AYYAR METAL INDUSTRY SARL

Le gouverneur de la province d'Agadir Ida Outanane : décide -Article 1 :

L'ouverture d'une enquête publique le 20 octobre 2021 au siège de la commune Sidi Hajjaj Oued Hassar, concernant l'étude d'impact sur l'environnement du projet de construction d'une unité industrielle pour le recy-

clage des métaux non ferreux.
- Article 2 :
Le dossier de l'enquête publique joint à cet arrêté et le registre élaboré pour l'accueil des observations et propositions des habitants concernés sont déposés à la Commune Sidi Hajjaj Oued Hassar, durant (20) jours, qui est la durée de l'enquête publique.

-Article 3 :
Les habitants concernés par l'enquête publique dans la limite de la zone d'impact du projet soumis à l'étude d'impact sur l'environnement sont les habitants de la commune Sidi Hajjaj Oued Hassar

CHIFA CAR S.A.R.L AU

Société à Responsabilité Limitée à Associé Unique, au Capital de 800 000 dirhams
Siège social : Ain Chifa, 2 Bd Bouchaib Doukkali, N°192 Aptt 6 - Casablanca
Au Registre de Commerce Casablanca
Registre Analytique N°230047

Nomination d'un Nouveau Gérant Mise à Jour des Statuts

Suite au Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire daté du 04 Aout 2021 qui a décidé de :

-Démission de Mme Ismaili Idrissi Amal, de ses fonctions de gérante et nomination d'un nouveau gérant Mr Ismaili Idrissi Hicham.

-Mettre à jour les statuts
Le dépôt légal a été effectué au greffe du Tribunal de Commerce de Casablanca, 16 septembre 2021 sous le N° 32097.

D & Z DENTAPROX

Société à Responsabilité Limitée, au Capital de : 100.000,00 DH
Siège Social :
26 Av. Mers Sultant Aptt 3 1er Etage Casablanca

Aux termes d'un acte sous-seing privé en date du 25/01/2021 à Casablanca, il a été établi les statuts d'une société à responsabilité limitée dont les caractéristiques sont les suivantes :

*Objet :
La société a pour objet :
- Marchand de produits pharmaceutiques
- Impôt, export
*Dénomination: D & Z DENTAPROX S.A.R.L
*Durée: La durée de la société a été fixée à (99) années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce.

*Siège Social : Le siège social est fixé à :
26 Av. Mers Sultant Aptt3 1er Etage Casablanca
*Capital Social :
Le capital social est fixé à 100.000,00 DH (cent mille dirhams) et divisé en 1000 (Mille) parts sociales de 100,00 (Cent) Dirham chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs, à savoir :

- Mme. Ghita Djedidi : 500 parts
- Mme .Oumnya Serroukh : 500 parts
1000 parts
Gérance : Mme Ghita Djedidi, Marocaine, née le 25/09/1985 à Casablanca, Demeurant à 10 Avenue Blanc 1202 Genève Suisse C.N.I N°BE807692.

Mme Oumnya Serroukh , Marocaine, née le 03/08/1967 à RABAT, Demeurant à 28 Rue Syrit Aptt 1 Diour Jamaa Rabat C.N.I N°A354899 sont nommés cogérants de la société pour une durée illimitée.

*Bénéfices : Sur les bénéfices, il est prélevé 5% pour le fonds de la réserve légale, sauf décision contraire, le reste est ensuite réparti et attribué aux associés.

*Année Sociale : du 1er janvier au 31 décembre. Le dépôt légal a été effectué au registre de commerce de Casablanca, le 22/09/2021 sous le N°793490.

Société MEK NETOYAGE SARL AU

N°60 Rue 7 Hay El Wahda 1 Meknès

Constitution de la Société.

Au terme d'un acte sous-seing privé daté le 26/07/2021 à Meknès, il a été établi d'une société SARL AU dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : MEK NETOYAGE SARL AU
- Objet :
- entrepreneur de nettoyage -travaux divers de construction -marchand de matérielles de construction

- Siège social : N°60 Rue 7 Hay El Wahda 1 Meknès
- Durée : 99 ans à compter de la date de sa constitution.

- Capital : le capital social est fixé à la somme 100 000,00 DH et divisé en 1000 parts sociales de 100 DH chacune, réparties entre les mains de : Mr Hilali Chergui Said

Gérance: la société est gérée par : Mr Hilali Chergui Said C.I.N C611320
- DÉPÔT LÉGAL : le dépôt a été effectué au greffier du tribunal de commerce le 18/08/2021, sous le RC N° 54113

Société MEK NETOYAGE SARL AU

N°60 Rue 7 Hay El Wahda 1 Meknès

Constitution de la Société.

Au terme d'un acte sous-seing privé daté le 26/07/2021 à Meknès, il a été établi d'une société SARL AU dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : MEK NETOYAGE SARL AU
- Objet :
- entrepreneur de nettoyage -travaux divers de construction -marchand de matérielles de construction

- Siège social : N°60 Rue 7 Hay El Wahda 1 Meknès
- Durée : 99 ans à compter de la date de sa constitution.

- Capital : le capital social est fixé à la somme 100 000,00 DH et divisé en 1000 parts sociales de 100 DH chacune, réparties entre les mains de : Mr Hilali Chergui Said

Gérance: la société est gérée par : Mr Hilali Chergui Said C.I.N C611320
- DÉPÔT LÉGAL : le dépôt a été effectué au greffier du tribunal de commerce le 18/08/2021, sous le RC N° 54113

Société STE DOMAINE MMA SARL, au Capital Social de 10 000,00DH

EL MENZEH SAÏ OUED MAHMOUDA PROPRIÉTÉ DITE BELE FONTAINE MEKNES

L'Assemblée générale a décidé :
Agrément de la cession des parts sociales détenues par Moulay Messaoud AGOUZZAL à HMMA-GROUP SA.

Ratification de la nouvelle répartition, Modification des articles 6.7 des statuts, Questions diverses, Pouvoirs pour effectuer les formalités légales

- Dépôt légal : le dépôt a été effectué au greffier du tribunal de commerce Meknès, le 16/09/2021 sous le RC N°34903

AAC AFRIC EXPERTISE Jet Business Class, Sidi Maârouf - Casablanca

QR12 Société à Responsabilité Limitée, au capital de 100.000 dirhams
Siège social : Angle Yacoub El Mansour & Rue Socrate Lot 5, Imm Masarel, Casablanca.

RC N°425207

Suivant le Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 23/08/2021, il a été décidé :

1. Extension d'Objet Social de la société en rajoutant comme deuxième point :

*La construction, l'aménagement et l'équipement des centres commerciaux ainsi que leur exploitation et gestion pour son propre compte ou le compte d'autrui ;

2. Modifications de l'article 2 des Statuts.

Le dépôt légal a été effectué au greffe du Tribunal de Commerce de Casablanca, le 27/09/2021 sous le n°794098.

Pour Extrait Et Mention

SOCIETE GEN ALPHA CAPITAL

ANNONCES LÉGALES

ESKI-SEHIR SARL AU

Modification Juridique

 RC : 35543

Suivant un acte sous-seing privé en date du 25/04/2021, il a été établi le PV dont les caractéristiques sont les suivantes :
 - Gérance et signature sociale
 - Modification statutaire corrélative
 - Pouvoirs
 - Immatriculation au registre de commerce a été effectué au greffe du tribunal de commerce d'Oujda le 28/04/2021 sous le N°1609.

VIEW TRAVAUX - SARL

 RC : 37987

Il a été établi le 27/07/2021 les statuts d'une société à responsabilité limitée dont les caractéristiques sont les suivantes :
 - Dénomination : VIEW TRAVAUX
 - Forme juridique : SARL-AU-
 - Objet social : travaux divers ou construction.
 - Siège social : 56 Bd Derfoufi Apt N 401 4ème Etage Oujda
 - Durée : 99 ans à compter de la date de son immatriculation au registre de commerce
 - Capital social : cent mille dirhams comme suit :
 - Mr Jawhari Jawad : 100.000,00 DHS
 Année sociale : du 1er janvier au 31 décembre de chaque année
 Mr. Jawhari Jawad est le gérant de la société
 - Immatriculation au registre de commerce a été effectuée au tribunal de commerce de Oujda le 19/08/2021 sous n°2993.

"INNOVA SMART HEALTH"

Constitution d'une Sarl

I. Aux termes d'un acte sous-seing privé en date du 6 Septembre 2021, il a été établi les statuts d'une Société à Responsabilité

Limitée d'Associé Unique dont les caractéristiques sont les suivantes :
 Dénomination : «INNOVA SMART HEALTH »
 Forme : Société à Responsabilité Limitée
 Objet : La Société a pour objet principalement :
 -La conception, la réalisation le développement, l'intégration et l'assistance à l'exploitation de solutions informatiques,
 -la prestation de services et de conseils, dans ses propres locaux ou dans ceux de ses clients, l'étude, la conception, l'équipement, l'installation, la gestion, l'utilisation et l'amélioration de systèmes et de réseaux informatiques.

Et généralement toutes opérations se rattachant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'un des objets ci-dessus désignés ou susceptibles de favoriser le développement de la société.
 Siège Social : Le siège social est établi à Boulevard Massira - Rue Octobre N°6 - Etage N°6 Apt N°3 - 20100 - Casablanca
 Durée : 99 Ans.
 Capital Social : Le capital social est fixé à la somme de 50.000 DH (Cinquante mille Dirhams) divisé en 500 parts (Parts) de 100 DH (Cent Dirhams) chacune, libérées en totalité à la souscription.
 Ces parts sont attribuées de la manière suivante :
 *Mme Kenza Abbad : 255 parts
 *M. Mohamed Drahim : 150 parts
 *M. Mohamed Seddik El Fihri : 95 parts

ANNEE SOCIALE : le premier exercice social commence le jour de l'immatriculation de la société au Registre de Commerce et se termine le 31 Décembre suivant.
 Gérance : Est nommé en qualité de gérant pour une durée illimitée :
 - Mme Kenza ABBAD née le 15/05/1978, demeurant à 8, Rue de la Mer de Norvège - Ain Diab-Casablanca, titulaire de la Carte d'Identité Nationale N° BE714345 ;

Le dépôt légal a été effectué au tribunal de commerce de Casablanca sous le N°794201 et l'immatriculation au Registre de Commerce a été effectuée sous le N°517305 le 27/09/2021.
 Pour Extrait Et Mention Cegor

France

Dès jeudi, le pass sanitaire concernera aussi les ados

Au tour des adolescents de devoir présenter le fameux QR code: à partir de jeudi, les mineurs âgés d'au moins 12 ans et deux mois devront être munis du pass sanitaire pour prendre le train, aller au cinéma ou à la piscine.

Avec la décre de l'épidémie, le gouvernement espère pouvoir bientôt desserrer les contraintes pesant sur les Français. L'obligation du port du masque à l'école primaire sera ainsi levée à partir du 4 octobre dans les départements les moins touchés par l'épidémie de Covid-19. Mais le pass sanitaire est pour l'instant maintenu partout en France. Un projet de loi pour le proroger au-delà du 15 novembre est d'ailleurs en cours d'élaboration. Pour les ados d'au moins 12 ans, l'entrée en vigueur de ce pass, initialement prévue le 30 août, avait été reporté au 30 septembre après un vote des députés en juillet.

Début septembre, le gouvernement a également décidé de repousser de deux mois l'âge d'entrée dans le pass pour les jeunes, afin de permettre à tous d'être vaccinés à temps.

À compter de jeudi, les jeunes mineurs devront présenter le pass sanitaire pour accéder aux lieux et événements où il est exigé (cinémas, salles de sports, piscines, restaurants, cafés...).

"La décision du gouvernement d'imposer le pass sanitaire ne m'a pas forcément motivée, c'est surtout pour mes proches" que je me suis faite vacciner, raconte à l'AFP Anouk, 17 ans, en terminale à Lille, qui a reçu sa première dose en juillet, la deuxième fin août.



Si elle se dit "pour la vaccination", elle affirme avoir été "refroidie par toute cette polémique autour du pass sanitaire". "On pourrait trouver d'autres alternatives", estime-t-elle.

Dimanche, le Premier ministre Jean Castex a indiqué que le gouvernement souhaitait maintenir la gratuité des tests pour les mineurs. Ces tests seront remboursés au 15 octobre, sauf motif médical. "On a fait vacciner notre fille pour l'immunité collective, pour sortir de cette crise, en finir avec les masques. Le fait qu'on ait été vaccinés sans effets secondaires nous a confortés", témoigne aussi Caroline Chambon, mère d'Eloïse, 13 ans, élève de 4e dans le Nord.

Dans son collège, où 20% des élèves n'ont pas reçu de vaccin, une journée dédiée à la vaccination a été organisée. Selon les dernières données disponibles, au 23 septembre, 6 ados de 12 à 17 ans sur 10 étaient complètement vaccinés (soit 62%), et 7 sur 10 avaient eu au moins une dose (soit 71,3%).

Restent à ce jour quelque 1,4 million de jeunes non vaccinés. A la rentrée, le gouvernement a lancé une campagne de vaccination dans les établissements scolaires mais elle n'a pour l'heure que des effets marginaux. Moins de 30.000 doses ont été injectées dans ce cadre, selon des chiffres donnés mardi par le ministère de la Santé. "Il y a parfois quelques (...) difficultés dans le recueil de l'adhésion des familles", a admis le ministre lors d'une conférence de presse. Car cette vaccination se fait sur la base d'un double volontariat, à la fois du jeune concerné et de ses parents. De 12 à 15 ans, l'accord d'un seul des deux parents, ou des responsables légaux suffit. Les mineurs de plus de 16 ans peuvent, eux, décider de se faire vacciner, sans autorisation parentale.

"En dehors de l'action altruiste que les jeunes offrent en se vaccinant, puisqu'ainsi ils contribuent à freiner la propagation du virus dans la communauté et à limiter l'engorgement des hôpitaux, la vaccination des jeunes est aussi un impératif pour leur propre sécurité individuelle", souligne l'épidémiologiste Antoine Flahault à l'AFP.

"En effet, on estime que 10% des personnes infectées par le coronavirus développent des Covid longs, ces formes chroniques, post-infectieuses, complexes et souvent handicapantes", rappelle-t-il. Pourtant, Auguste, 12 ans, en est certain: il ne se fera pas vacciner. Et ce, même s'il va devoir faire une croix sur ses deux heures de tennis hebdomadaires. "Dans ma famille personne n'est vacciné: mon père est totalement contre, ma mère pas vraiment pour", explique cet élève de 5e en banlieue parisienne.

"Et moi, je n'en ai pas envie, parce qu'on ne sait pas trop ce qu'il y a dans ce vaccin", ajoute-t-il, en croisant les doigts pour que la contrainte soit bientôt levée.

S O L U T I O N

C	R	E	U	S	A	A	C	E	S
E	X	A	U	C	E	A	L	I	
P	A	T	R	E	T	E	N	I	R
T	A	R	I	C	R	A	B	E	
M	I	S	E	R	E	O	R	A	N
V	I	N	N	U	D	I	T	E	
P	I	E	T	O	N	N	E	S	S
T	R	A	D	U	I	S	D		
N	E	B	O	I	T	R	E	R	
T	I	R	E	T	A	G	E		
B	R	E	L	A	N	E	M	E	U
A	I	T	A	L	I	E	N	S	
E	P	I	S	G	E	N	R	E	S
E	V	E	R	E	S	T	R	I	
G	E	R	E	E	T	E	T	E	E
S	E	S	A	M	E	A	R	S	

N° 4306

GRILLE N°4307 MOTS FLÉCHÉS Par Sid Ali

Chronométrage	MéTRO parisien	Ratifa	Mettre en joue	Parfum de pastis	Isolés
Errements	Buée	Fête officielle		Ancien oui	
D'origine			Outil à dents		
Torture			S'associe		
				Appris	
				Cri de douleur	
Règle double		Aima à la folie			Faner
Salé et fumé		Pas absolu			
			En matinée	Conifères	
			Peau épaisse	Capitale Téhéran	
Langue de Socrate			Production d'abeilles		Ville de France
Cale			Perdue		
	Faible clarté			Avant la spécialité Relatif à la marine	
Avant tu	Peu cuite				
	Allégées				
		Lambin			
		Réparée			
Eclat de voix			Note	Par	
Opération chirurgicale			Acte punissable	Abat	
				Ville de France	
				Bruit sec	
Mot de liaison		Mouvement en arrière			Chef de l'église
Famille nombreuse		Diapason			Risqués
			Bande de tissu	Fleuve d'Italie	
			Près de	Cachés	
Assista				Amoncellement	
Grande ouverte				En quel lieu	
		Cisaille			
Disperses les graines				Défraichis	

MOTS CROISES

GRILLE N° 4307 Par Sid Ali

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									

HORIZONTALEMENT :
 I- Détériorer - II- On y élève des fruits de mer - III- Fruit de la ronce - Greffe - IV- La première - Négation - V- Article - Terres débroussaillées - VI- Liquide - Le soleil lui fut fatal - VII- Déplacer - Choisis - VIII- Ecimer - Préfixe - IX-Symbole - Gaies - X- Rejetées.

VERTICALEMENT :
 1- Enchevêtrement - 2- Innovation - 3- Sévère - Vieil indien - 4- Cri espagnol - Créature - 5- Portées - Viscère - 6- Pronom - Note - Rayon - 7- Qui est de la nature du sable - Apparu - 8- L'ensemble des individus - 9- Cardinal - Peines - 10- Anneaux en cordage.

Solution N°4306

HORIZONTALEMENT
 I- BILBOQUETS. II- ATELE - TROU. III- TE - EIDER. IV- IRA - LISIERE. V- FADE - RAT. VI- OTARIES - SE. VII- LIGE - TIRE. VIII- AVE - UTE. IX- GE - ANERIES. X- ESAI - ANSE.

VERTICALEMENT
 1- BATIFOLAGE. 2- ITERATTIVES. 3- LE - ADAGE. 4- BLE - ERE - AA. 5- OEIL - UNI. 6- DISETTE. 7- UTES - SIERA. 8- ERRER - IN. 9- TO - RASE - ES. 10- SURETE - ASE.

La 5ème édition d'Emerging Valley

Rendez-vous inédit avec les acteurs les plus influents de la Tech africaine

Grand rendez-vous annuel des acteurs de la Tech Afrique-Europe, le Sommet international Emerging Valley s'adresse aux écosystèmes entrepreneuriaux et de l'innovation organique d'Afrique, de Méditerranée et d'Europe. Startups, décideurs publics, grands groupes, investisseurs, tech hubs, institutions internationales publiques et privées issus de plus de 70 pays, se rencontreront à Marseille pour présenter des solutions disruptives apportées par la tech africaine, échanger sur son impact dans le monde et préparer le rebond Post-pandémie tout en continuant de renforcer le partenariat Afrique-Europe.

Après une 4ème édition, en avril dernier, 100% digitale en raison du contexte sanitaire, la 5ème édition de ce sommet international se tiendra, depuis Aix-Marseille-Provence, les 13 et 14 décembre 2021. Afin que le plus grand nombre puisse bénéficier des échanges et rencontrer les experts et professionnels de la Tech africaine, le Sommet se déroulera à la fois au Palais du Pharo et en digital, un format innovant associant la force du présentiel et l'agilité du distanciel. Parce qu'il se veut inclusif, l'accès à ce Sommet, ses plénières, keynotes, ateliers et masterclasses est gratuit pour tous sur simple inscription : <https://www.emergingvalley.co/inscriptions/>

La Grande Muraille Verte, l'essor des licornes à succès « Made in Africa », la ville durable africaine, l'entrepreneuriat féminin, la e-santé Afrique-Europe ou encore l'investissement dans l'innovation organique seront au cœur de cette 5ème édition. Des thématiques fortes de sens au cœur de l'ADN d'Emerging Valley et qui vise à préparer le rebond Post-Pandémie en Afrique, en Europe et dans le monde. Le programme sera dévoilé au mois d'octobre.



Un ADN impactant : la volonté de créer un DO TANK et des ponts entre les différents écosystèmes d'innovation et les acteurs les plus influents de l'industrie digitale africaine depuis Aix-Marseille-Provence, hub des échanges entre l'Europe et l'Afrique.

Créé en 2017 à Aix-Marseille, Emerging Valley est le sommet international qui réunit en Provence les leaders de la Tech Afrique-Europe et les écosystèmes numériques africains et émergents qui veulent renforcer leur attractivité à l'internationale, développer leurs relations business et accélérer leur impact à l'échelle globale.

Samir Abdelkrim, fondateur d'Emerging Valley :

« L'ambition historique d'Emerging Valley est de répondre à ce besoin devenu central : préparer le rebond post-Covid des écosystèmes d'innovation Afrique-Europe. C'est-à-dire, continuer d'accompagner les entrepreneurs en favorisant la rencontre des écosystèmes et des innovateurs d'Afrique, de Méditerranée et d'Europe afin de co-créer les solutions durables et résilientes face aux urgences et aux défis de notre temps. Chaque année, des centaines de speakers de haut niveau et des startups de la Tech For Good viennent sur le territoire Aix-Marseille-Provence présenter leur vision et leurs projets. »

Le choix du territoire Aix-Marseille-Provence pour Emerging Valley s'est fait naturellement. Comme le

confie Samir Abdelkrim : « Par son héritage, ses échanges économiques et sa situation géographique, Aix-Marseille-Provence est naturellement tournée vers l'Afrique en faisant un véritable pôle d'attraction pour les entreprises du monde qui veulent adresser le marché africain en se basant à Marseille. Le territoire a également tous les atouts et infrastructures nécessaires pour attirer et accompagner les meilleurs talents d'Afrique qui souhaitent s'adresser au marché européen. »

Il est à noter que depuis sa création en 2017, Emerging Valley s'est rapidement imposé comme un événement phare pour la Tech africaine ; si bien qu'en à peine 4 ans d'existence, l'événement est passé du statut de conférence à celui de Sommet international de plusieurs jours et qui réunit chaque année, des centaines d'intervenants internationaux de plusieurs dizaines de pays, plusieurs milliers de participants, des centaines de startups et des dizaines d'investisseurs et de délégations venues d'Afrique et propose près d'un millier d'heures de conférence, d'intelligence collective et de débat inspirant.

Il sera également possible aux participants de composer eux-mêmes leur programme parmi plus de nombreux temps forts : plénières, keynotes, workshops et pitches qui leur seront proposés sur 48 heures. Ces événements seront retransmis en direct sur la plateforme online EMERGING Valley. Grâce à celle-ci, tout le monde pourra découvrir, au travers de salles virtuelles, des solutions disruptives de la Tech africaine, d'apprendre des meilleurs experts, de profiter du décryptage de l'actualité de la Tech en Afrique et en Europe ou encore de s'inspirer de success stories des écosystèmes entrepreneuriaux.

Consommation des drogues

Le ministère d'État chargé des Droits de l'Homme édite un guide de sensibilisation

Le ministère d'État chargé des Droits de l'Homme et des Relations avec le Parlement vient d'éditer un guide de sensibilisation contre la consommation des drogues et autres produits hallucinogènes, et ce, en collaboration avec d'autres départements ministériels et associations.

Un communiqué dudit ministère parvenu lundi à la MAP indique que cette publication "Guide global de lutte contre le fléau de la drogue et des produits hallucinogènes" s'inscrit dans le cadre d'une démarche participative et de la politique de ce département en faveur de la promotion du rôle des associations dans le renforcement de la sécurité sociétale.

Le guide se décline en quatre volumes abordant les différentes approches sur le registre de l'anticipation, la prévention, la réinsertion et la désintoxication, fait savoir la même source, relevant le rôle incontournable de la société civile dans toute lutte contre le fléau. Le premier volume "Référentiel et concepts" passe en revue les législations et réglementations nationales ainsi que les

chartes internationales et arabes dans le domaine de la lutte contre la drogue, outre une définition des concepts relatifs à toutes les formes d'addiction.

Le deuxième volume "Prévention et sensibilisation" souligne, quant à lui, l'importance de la prévention contre les effets destructeurs de la drogue et les moyens d'assurer le succès de toute campagne et plan de sensibilisation.

Ce deuxième volume traduit l'effectivité d'un véritable partenariat entre les pouvoirs publics et les associations, relève le communiqué, notant que cette démarche participative promeut les initiatives porteuses et les remèdes efficaces face à un fléau dévastateur.

Quant au troisième volume "Accompagnement et réinsertion des personnes désintoxiquées", il est principalement consacré au rôle des établissements publics ou relevant des associations dans la réinsertion socio-professionnelles des anciens toxicomanes. Enfin, le quatrième volume, "Société civile et lutte contre l'ad-



diction à la drogue", livre des statistiques sur le fléau au Maroc et définit le champ d'action des associations dans leur effort de sensibilisation et aussi de lutte contre la consommation de la drogue.

Immigration clandestine

Le drame occulté d'une jeunesse désespérée en Algérie

Gagnés par le désespoir et la désillusion, les jeunes algériens fuient par milliers leur pays, souvent à bord d'embarcations de fortune pour gagner les côtes espagnoles, distantes de seulement 200 km.

De nombreux "Harraga", c'est ainsi qu'on les appelle, n'arrivent pas souvent à atteindre cet Eldorado, disparaissant en pleine mer noyés et privant leurs familles meurtries de faire leur deuil.

En dépit de l'ampleur, sans précédent, prise par ce phénomène depuis le début de 2021 et des drames provoqués au quotidien par cet exode massif, des récits rapportés par les médias algériens et les ONG espagnoles et des pressions exercées par Madrid, les autorités algériennes se cantonnent dans un silence assourdissant.

Les vagues successives d'immigration clandestine et le nombre impressionnant de barques qui échouent sur les côtes espagnoles, ne semblent pas figurer pour l'instant dans l'ordre des priorités des pouvoirs en place.

Ce qui s'est produit en haute mer la semaine dernière provoquant la disparition ou la mort de plus de 50 personnes ne constitue pas un cas isolé. Depuis mai dernier, au regard d'un flux sans précédent d'immigrés clandestins au départ des côtes algériennes, les récits de tragédies rapportés par les médias et les ONG espagnoles notamment, semblent entrer dans la normalité des choses.

Les seules réactions viennent des familles des disparus, de la Ligue algérienne des Droits de l'Homme et des ONG espagnoles qui continuent à fournir des statistiques ou s'emploient à identifier les corps des personnes noyées.

Pourtant, les quatre embarcations parties d'Oran, d'Alger et de Boumerdès, il y a plus d'une semaine, faisant naufrage sur les côtes espagnoles, ont causé la mort ou la disparition de près d'une cinquantaine de migrants irréguliers algériens. Un bilan des plus lourds enregistrés par les garde-côtes espagnols, mais prévisible au regard des vagues incessantes d'embarcations de fortune qui quittent les côtes algériennes depuis quelques semaines.

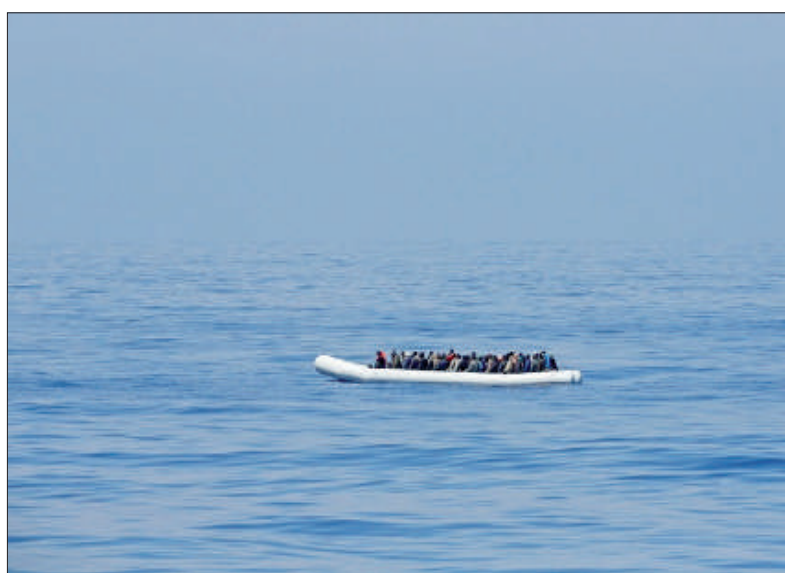
Le mois de septembre a enregistré un flux massif de clandestins en provenance d'Algérie. Du 1er au 23 septembre, plus de 2.200

Algériens ont débarqué sur les côtes espagnoles à bord de 150 embarcations ou plus et il ne s'agira là que de chiffres approximatifs qui ne tiennent compte que les clandestins secourus ou interceptés par le service maritime de la Garde civile.

Le chiffre des "Harragas" algériens ayant débarqué illégalement en Espagne a dépassé les 1.000 voyageurs clandestins en trois jours, à savoir les 17, 18 et 19 septembre 2021.

Une vague, témoigne Francisco José Clemente Martin, membre du Centre international pour l'identification de migrants disparus, jamais enregistrée auparavant.

En un seul week-end du mois de mai dernier, près de 700 migrants irréguliers algériens sont arrivés sur le sol espagnol. Cela fait que depuis le début de l'année en cours, jusqu'au 15 mai, 320 embarcations clandestines ont pris la mer en direction des côtes espagnoles,



soit presque le double du flux de la même période de l'année passée. Les récits de ces départs massifs, des embarcations qui n'arrivent jamais à bon port, des cadavres qui jonchent les côtes, sont rapportés au quotidien. Face à l'hécatombe, on se cloître dans un silence suspect.

Le phénomène de l'émigration clandestine a pris des proportions inquiétantes ces derniers mois et certains le qualifient de "double suicide". Qu'est-ce qui poussent les jeunes algériens à vouloir quitter leur pays, au péril de leur vie ?

La réponse est, on n'en peut plus claire : "La désillusion" et "le désespoir", mentionne la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH).

"Le phénomène de la Harga est appelé à s'amplifier au fur à mesure où le désespoir gagne la société après toutes les tentations de l'assassinat du rêve algérien pour le changement suscité par le Hirak", martèle Saïd Salhi, vice-président de la LADDH dans un post sur sa page facebook.

Selon lui, il s'agit d'une "situation tout à fait prévisible".

Faute de pouvoir migrer légalement en Europe, tous les moyens sont utilisés pour rejoindre l'autre rive de la Méditerranée, seule issue pour espérer sortir de la pauvreté et fuir la répression pour nombre d'Algériens.

Outre les jeunes, la classe moyenne algérienne est de plus en plus encline à quitter le pays afin de fuir le mal vivre, le blocage que traverse le pays. La recrudescence des flux de migrants clandestins est le signe de la profonde crise économique et sociale et l'expression du ras-le-bol d'une jeunesse désespérée qui n'a, comme seule alternative, que de quitter le pays même si cela causerait sa perte.

De nombreux analystes soutiennent que l'impasse politique en Algérie a été l'accélérateur de ce flux massif vers les côtes européennes. Privée de perspectives et ne croyant plus pouvoir trouver sa place dans son propre pays avec l'entêtement d'un régime aux abois, à maintenir le statu quo politique, cette jeunesse désorientée et désemparée a fini par opter pour le choix du pire en cherchant à fuir la "Nouvelle Algérie", promise par un régime en crise de légitimité, même au péril de sa vie.

L'université Hassan II de Casablanca

Faire du « bachelor » une révolution dans l'enseignement supérieur

« La présidente de l'université Hassan II de Casablanca, Awatef Hayar, a affirmé que l'établissement ambitionne de faire du "bachelor" une révolution dans l'enseignement supérieur, lequel connaît l'adhésion de différentes universités du Royaume. »

■ Rachid Aomari- (MAP)

Mme Hayar a indiqué, dans une déclaration à la MAP, Rim Radio et M24, que l'université Hassan II mobilise l'ensemble de ses ressources humaines et logistiques en consacrant un important investissement pour le succès de cette initiative, en dotant les étudiants de compétences scientifiques leur permettant d'intégrer aisément le marché du travail, et partant la contribution au processus de développement. Pour ce faire, l'université a entamé, depuis juillet dernier, la formation des enseignants sur la manière de mettre en place des plateformes numériques, en fournissant des explications au profit des étudiants, notamment en matière de langues, en mettant à disposition 20 filières du bachelor qui ont eu un écho favorable auprès de l'Agence nationale d'évaluation et d'assurance qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Par ailleurs, Mme Hayar s'est félicitée de la décision du ministère de tutelle de reporter la rentrée scolaire au mois d'octobre ayant permis à l'université d'avoir plus de temps pour parachever les préparatifs de la rentrée universitaire, citant deux volets essentiels fondés sur l'égalité des chances entre étudiants et la garantie des conditions de sécurité sanitaire au profit de l'ensemble du personnel de l'université et de ceux qui fréquentent ses différents établissements. Pour faire réussir cette expérience, l'université prévoit des filières du bachelor dans 5 établissements universitaires, dans les facultés de droit de Ain Chock,



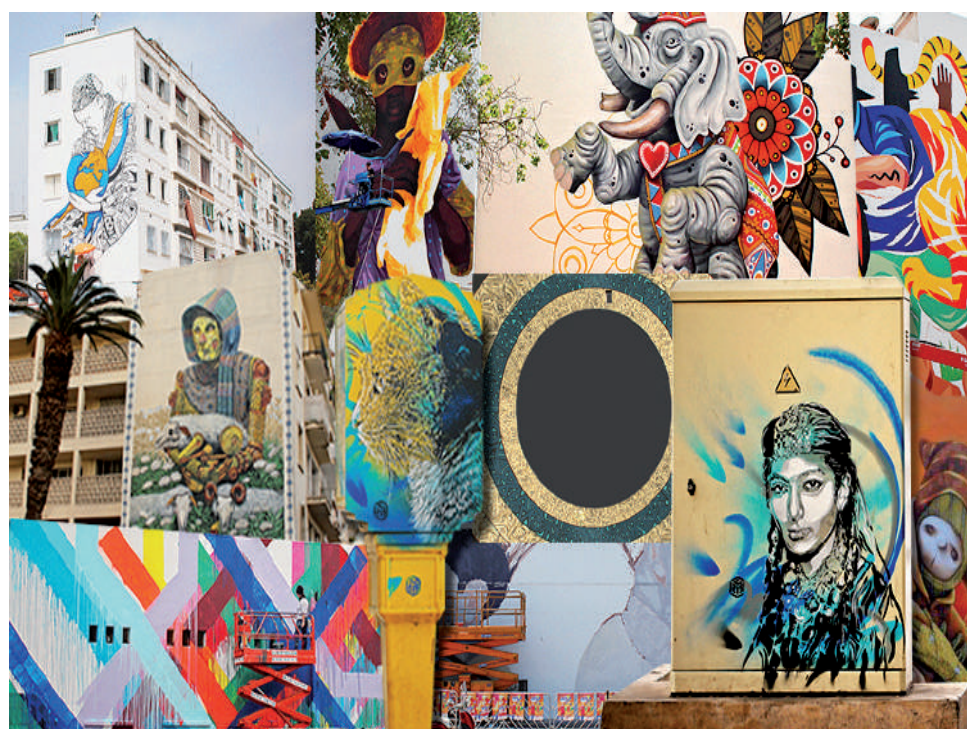
Mohammadia et Ain Sebaâ et les facultés des lettres de Ain Chock et Ben M'sik, dans la perspective d'élaborer un guide pour initier les étudiants à l'usage des plateformes numériques adoptées. Mme Hayar a fait part de la poursuite des préparatifs pour la rentrée universitaire 2021/2022, à travers des réunions à distance avec les enseignants, les encadrants et les présidents des établissements concernés, visant la réalisation de l'égalité des chances entre les étudiants,

notamment en cas de l'adoption de l'enseignement en présentiel.

Dans l'attente des recommandations des autorités compétentes et du ministère de tutelle, elle ne cache pas son penchant pour les 2 modes d'enseignement à la fois, présentiel et distanciel, en vue de faire face au phénomène d'encombrement des salles, dans le cadre du respect des mesures préventives suite à cette crise pandémique.

Revenant sur le nombre d'années nécessaires pour décrocher le bachelor, la présidente de l'université a tenu à préciser que ce diplôme comprend 240 unités que l'étudiant peut réussir en une période ne dépassant pas 3 ans, notant que le bachelor offre l'opportunité à ses titulaires d'enrichir leurs compétences linguistiques (arabe, français, anglais et amazigh), outre le développement de leurs propres compétences. En vue d'inciter les étudiants à aller de l'avant, l'université réfléchit à mettre en place des sessions diplômantes après chaque semestre pour leur permettre de valider un ensemble d'unités dont les langues et les propres compétences constituent 30 pc. Dans le même ordre d'idées, Mme Hayar a souligné que pour contribuer à la lutte contre la prolifération du Covid-19, l'université a organisé une vaste campagne de sensibilisation, dans les rangs des étudiants, à travers les canaux numériques et des établissements relevant de l'université, vidéos et films documentaires, conformément au protocole sanitaire en vigueur au Maroc. L'université a également installé des caméras thermiques de dépistage de la fièvre à l'entrée de l'ensemble des établissements en relevant sa décision, avec la collaboration des autorités locales et sanitaires et du ministère de tutelle, de mettre en place des centres de vaccination dans les grands pôles de l'université pour faire bénéficier les étudiants qui ne sont pas encore vaccinés. Au début du mois d'octobre prochain, ces centres seront ouverts à la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales à Ain Chock, la faculté des sciences de Ben M'sik, la faculté de droit et l'Ecole nationale de commerce et de gestion (ENCG), outre la mise en place d'un autre centre à la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales à Mohammadia.

Reportage: le street art redessine l'espace urbain



Photos : Akil Macao

Photos : Akil Macao

"Le street art c'est comme un sport", lance le jeune muraliste Omar Lhamzi. Depuis peu, une nouvelle génération d'artistes marocains investit l'espace public pour dessiner son univers à grande échelle, et changer la face de villes comme Rabat ou Casablanca.

Il suffit de longer les avenues ou ruelles de la capitale pour voir émerger d'imposantes fresques de créatures fantasmagoriques ou de scènes de la vie courante. Elles sont signées par des artistes marocains et du monde entier, invités par le Festival Jidar ("mur" en arabe) dont la 6e édition s'est achevée dimanche à Rabat.

De bon matin, Omar Lhamzi alias "Bo3bo3", gilet jaune, débardeur, jogging et chaussures éclaboussés de peinture, ne tient pas en place.

Il dispose ses pots et bombes de peintures, choisit avec soin ses pinceaux et rouleaux pour "attaquer" son mur dans le quartier populaire de Yaacoub al-Mansour. Ce jeune homme de 25 ans n'aurait pas parié un dirham sur un avenir de muraliste quand il a décroché en 2018 son diplôme à la réputée Ecole nationale des Beaux-Arts de Tétouan (nord).

"Jamais je n'aurais imaginé qu'un jour mon travail serait visible dans l'espace public", explique à l'AFP cet artiste qui a réalisé ses premières fresques il y a quatre ans dans sa ville natale d'Agadir (sud).

Dans un autre quartier de Rabat, Imane Drobby, perchée sur sa nacelle, casque et casquette vissés sur le crâne,

façonne le portrait hyperréaliste d'une brodeuse sur la façade d'une école publique.

Comme Bo3bo3, cette Casablancaise de 36 ans a atterri dans l'art mural "un peu par hasard". "J'y ai pris goût. Transformer un mur blanc en oeuvre d'art est impressionnant".

Toutefois, elle concède que le monde du street art "est difficile pour tout le monde mais encore plus pour les femmes, il faut redoubler d'efforts pour s'imposer". Les prémices de cet art urbain ont vu le jour au début des années 2000 à Casablanca.

Au coeur de cette mégapole tentaculaire, une association de cultures alternatives, EAC-L'Boulevard (Education artistique et culturelle), a multiplié les expérimentations jusqu'à la création en 2013 du Festival Sbagha Bagha.

"Au début, c'était très compliqué car contrairement au graffiti ou au pochoir, la peinture murale nécessite une organisation", souligne à l'AFP Salah Malouli, directeur artistique de Jidar et Sbagha Bagha.

"A l'époque, personne ne se sentait à l'aise pour travailler dans l'espace public. Beaucoup d'appréhensions qui commencent à se dissiper aujourd'hui", dit-il.

Ce projet séduit alors les riverains mais également les structures institutionnelles et privées qui cherchent à dupliquer l'expérience à Rabat, Marrakech, Agadir et dans des localités reculées du royaume.

Cet engouement se heurte parfois à l'hostilité destructrice des propriétaires d'immeubles.



Photos : Akil Macao

A Tanger, cet été, les autorités communales avaient commencé à effacer un portrait de la photographe marocaine Leila Alaoui, tuée en 2016 lors d'un attentat à Ouagadougou (Burkina Faso) avant de revenir sur cette décision. L'affaire a fait grand bruit sur les réseaux sociaux et dans les médias.

"C'est à Casablanca que l'effaçage (des oeuvres) est le plus flagrant à cause de l'affichage sauvage. L'espace public est envahi par les pubs, ce qui complique notre travail", déplore Salah Malouli.

Deux oeuvres du street artiste italien Millo y ont été effacées en 2018 et 2020.

Mais pas question de rendre les armes: "C'est le prix (à payer) pour travailler dans l'espace public, il faut accepter ce qu'il en sort, bien ou mauvais", plaide le directeur artistique.

Pour Omar Lhamzi, "le street art c'est comme un sport à travers lequel tu apprends à parler avec les gens et à les écouter".

Avec une palette de couleurs explosives, son univers surréaliste truffé de références au skate ou au gaming, bouscule la monotonie du paysage urbain.

Comme en témoigne sa dernière création: un bonhomme avec six oreilles à la peau verte et rose fluo, comme suspendu dans une obscurité abyssale, un clin d'oeil à "La nuit étoilée" de Van Gogh.

Chaque année, la scène marocaine grandit et le festival y contribue en invitant des débutants de tous horizons à donner leurs premiers coups de pinces sur un "mur collectif", comme ce fut le cas précédemment pour Bo3bo3 et Imane Drobby.

Cette année, c'est l'artiste plasticien Yassine Balzoui qui orchestre cet atelier d'initiation, une aubaine pour lui, car, dans la rue, "tout est possible".

Covid-19

Sanofi arrête le développement de son vaccin à ARN messenger

« Sanofi ne commercialisera pas de vaccin à ARN messenger contre le Covid-19, misant sur son autre candidat-vaccin de rappel en développement, mais entend tout de même utiliser cette nouvelle technologie contre d'autres virus. »

Le laboratoire français, malgré des résultats intermédiaires positifs, considère que son vaccin à ARN messenger arriverait trop tard sur le marché, alors que 12 milliards de doses de vaccins anti-Covid par d'autres fabricants, américains, européens ou chinois, auront au total été produites d'ici la fin de l'année.

"Il n'y a pas de besoin de santé publique d'avoir un autre vaccin ARN messenger", a expliqué à l'AFP Thomas Triomphe, le vice-président de la branche vaccins de Sanofi.

L'Organisation mondiale de la santé nuance cette affirmation, indiquant à l'AFP avoir besoin "d'autant de vaccins de qualité que possible" pour vacciner toute la planète. Mais elle ajoute que "cependant, de nombreux autres vaccins sont en cours de développement" et que plusieurs sont en cours d'homologation.

Les données initiales de l'essai de Sanofi montraient une séroconversion, c'est-à-dire la fabrication d'anticorps, chez 91% à 100% des participants, deux semaines après la deuxième injection, a annoncé Sanofi mardi.

En outre, aucun effet secondaire n'avait été observé et le profil de tolérance était comparable à celui d'autres vaccins Covid-19 à ARN, comme ceux développés par le tandem germano-américain Pfizer-BioNTech

et par la biotech américaine Moderna. Le groupe français travaille en parallèle avec le britannique GSK sur un autre vaccin, fondé sur une protéine recombinante. Pour ce vaccin-là, les résultats de l'essai clinique de phase 3 - le dernier avant la mise sur le marché - sont attendus d'ici la fin de l'année.

Il s'agira d'un rappel à injecter à toutes les personnes déjà complètement vaccinées, quel que soit le type de sérum utilisé parmi le trio Moderna, Pfizer-BioNTech et Johnson & Johnson.

Sanofi a confirmé une commande de plus de 75 millions de doses de ce rappel par l'Union européenne et le Royaume-Uni, qui devrait s'ajouter à une commande des États-Unis, pour un prix inférieur à 10 euros par dose.

Le laboratoire a affirmé, lors d'une conférence de presse mardi, ne pas croire en la nécessité d'une vaccination annuelle contre le Covid, à l'image de la grippe, mais estime qu'il "faudra peut-être envisager" une quatrième dose "si beaucoup de variants circulent".

A l'issue de ces annonces, le cours de Sanofi était en hausse de 0,40% en milieu de journée, dans un marché en baisse.

Sanofi travaillait depuis plus d'un an et demi avec Translate Bio sur ce vaccin ARN, et a même racheté début août cette biotech



américaine pour quelque 2,7 milliards d'euros.

Toutefois, "le besoin n'est pas de créer de nouveaux vaccins Covid-19 à ARN, mais d'équiper la France et l'Europe d'un arsenal de vaccins à ARN messenger pour une prochaine pandémie, pour de nouvelles pathologies", a souligné M. Triomphe.

Le groupe a déjà lancé de premiers essais pour un vaccin à ARN monovalent - avec une seule souche de virus - contre la grippe saisonnière. Il a indiqué mardi vouloir lancer l'an prochain des essais cliniques contre la grippe, cette fois-ci avec un vaccin qua-

drivalent.

Le laboratoire veut se positionner sur cette technologie qui, jusqu'au Covid, n'avait pas permis de commercialiser le moindre médicament ou vaccin. Au-delà du Covid, l'ARN messenger est un tournant à ne pas manquer, en particulier pour un groupe pharmaceutique traditionnellement spécialisé dans les vaccins et qui s'est fait distancer durant la pandémie.

Sanofi a récemment multiplié les gestes sur l'ARN. En plus du rachat de Translate Bio, il a ainsi annoncé en juin qu'il allait consacrer au moins deux milliards d'euros d'ici à

2025 dans la recherche sur de nouveaux vaccins à ARN, des investissements qui devraient se poursuivre au-delà de cette période.

"Notre objectif est de libérer le potentiel de l'ARN messenger dans d'autres domaines stratégiques, comme l'immunologie, l'oncologie", c'est-à-dire le traitement des cancers, "et les maladies rares, en plus des vaccins", soulignait-il y a quelques semaines Paul Hudson, directeur général de Sanofi. Selon la société d'analyses Global data, "le marché de l'oncologie est celui qui est le plus susceptible d'en bénéficier".

L'OMS veut « vaincre » la méningite d'ici à 2030

L'Organisation mondiale de la santé a dévoilé mardi la première stratégie mondiale contre la méningite, avec pour objectif d'éliminer d'ici à 2030 les épidémies de méningite bactérienne qui tuent environ 250.000 personnes chaque année dans le monde.

Pour y parvenir, l'OMS, avec la collaboration de partenaires, a mis au point une Feuille de route mondiale dont l'objectif est, d'ici à 2030, d'éliminer les épidémies de méningite bactérienne - la forme la plus meurtrière de la maladie - ainsi que de réduire les décès de 70% et de diviser par deux le nombre de cas.

Cela pourrait sauver plus de 200.000 vies par an au total et réduire considérablement la charge de handicap imputable à la maladie.

La méningite est une inflammation dangereuse des membranes qui entourent le cerveau et la moelle épinière, le plus souvent causée par une infection bactérienne ou virale.

"Partout où elle frappe, la méningite peut être mortelle et dévastatrice; elle se



développe rapidement, a de graves conséquences sur la santé et l'économie et sur le plan social et entraîne des flambées épidémiques dévastatrices", a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, dans un communiqué.

"Il est temps de venir à bout de la méningite, partout dans le monde. Pour cela, il faut élargir de toute urgence l'accès aux outils existants, et notamment aux vaccins; conduire de nouvelles recherches et innover pour prévenir, détecter et traiter les différentes causes de la maladie; et améliorer les services de réadaptation", a-t-il ajouté.

La Feuille de route est le résultat de la première résolution sur la méningite adoptée par les pays membres de l'OMS en 2020 qui demandait au directeur général de l'organisation de mettre la maladie "au premier rang des priorités mondiales de la santé publique".

La méningite bactérienne tue une personne infectée sur dix - en majorité des enfants et des jeunes - et un sujet touché

sur cinq souffre d'un handicap de longue durée (y compris des pertes auditives ou visuelles et des troubles cognitifs).

Au cours des dix dernières années, des épidémies de méningite ont frappé toutes les régions du monde, mais principalement la "ceinture de la méningite", qui couvre 26 pays d'Afrique subsaharienne.

Les épidémies de méningite sont imprévisibles et perturbent massivement les communautés et les systèmes de santé, souligne l'OMS.

Plusieurs vaccins protègent contre la méningite, y compris les vaccins antiméningococciques, le vaccin anti-Haemophilus influenzae type b et les vaccins antipneumococciques. Cependant, toutes les communautés n'y ont pas accès et de nombreux pays ne les ont pas encore introduits dans leurs programmes nationaux.

Des recherches sont en cours pour mettre au point des vaccins contre d'autres causes de méningite, notamment les streptocoques du groupe B.

Journée mondiale de la rage

L'AMLR plaide pour un plan national d'ici 2030

L'Association marocaine de lutte contre la rage (AMLR) a appelé à l'élaboration et la mise en œuvre urgente d'un plan national d'élimination de cette maladie d'ici 2030. "Saisissant l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la rage, l'Association marocaine de lutte contre la rage (AMLR), tout en étant disposée à contribuer efficacement à lutter contre cette maladie mortelle, lance un appel à un engagement politique plus pressant et à l'élaboration et la mise en œuvre urgente d'un plan national d'élimination de la rage d'ici 2030, comme cela a été déjà recommandé en 2015 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Orga-

nisations des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Alliance globale pour le contrôle de la rage (GARC)", indique cette association, lundi, dans un communiqué. Des efforts importants ont été déployés pour vaincre cette maladie, mais plusieurs défis restent encore à relever, dont une couverture vaccinale optimale des chiens qui demeure encore insuffisante, bien que le Maroc dispose d'une unité de fabrication du vaccin contre la rage animale depuis 1996, relève le communiqué, ajoutant que les autres mesures de contrôle comme la vaccination après morsure d'un animal sont également à améliorer. Au Maroc, la rage qui est endé-

mique depuis de longues dates, persiste encore aujourd'hui malgré les efforts de lutte sans cesse déployés, indique le communiqué. Les premières opérations de vaccination chez l'Homme ont commencé dans le pays en 1911, avec la création de l'Institut Pasteur de Tanger et celle contre le chien en 1925, rappelle-t-on, ajoutant qu'un programme national multisectoriel impliquant les départements de la Santé, de l'Agriculture et de l'Intérieur a été institutionnalisé en 1986. Aujourd'hui encore, des craintes, des idées fausses et une désinformation sur la maladie et sa prévention sévissent comme ce fut le cas depuis des siècles, regrette l'Association, ajoutant que, pour cette raison, le

thème choisi pour la célébration de la Journée mondiale contre la rage de cette année est "La rage : la réalité, pas la peur".

"La réalité est que la maladie, malgré qu'elle puisse être mortelle à 100%, elle est évitable à 100% si des mesures de prévention sont entreprises, dont la vaccination chez l'Homme et l'animal", souligne le communiqué. La Journée mondiale contre la rage est célébrée depuis 2007 par la communauté internationale tous les 28 septembre de chaque année. Cette date a été retenue car elle représente l'anniversaire de la mort de Louis Pasteur, la première personne qui a réussi à mettre au point un vaccin contre la rage il y a plus d'un siècle.



**Rage :
Vacciner pour l'Éliminer**
www.rabiesalliance.org/world-rabies-day

Fondation Nationale des Musées

Une rentrée culturelle en couleur

« La saison culturelle 2021/2022 de la Fondation Nationale des Musées débutera en octobre avec une programmation riche et diversifiée qui accorde une place de choix à la photographie au Musée Mohammed VI d'art moderne et contemporain à Rabat, a souligné la fondation des musées dans un communiqué de presse. »

Temps fort de cette rentrée, l'exposition « Afrique vue par ses photographes, de Malick Sidibé à nos jours » ouvrira dès le 13 octobre 2021 en rendant hommage à l'artiste malien et à toute une génération de jeunes photographes de la scène africaine contemporaine dans deux parcours distincts qui interrogent l'avenir de notre Continent, ajoute la même source.

En novembre, les clichés mondialement connus d'Henri Cartier-Bresson, l'un des plus grands photographes français du XXe siècle, seront exposés au MMVI dans le cadre d'une exposition éponyme, première sur le continent africain, qui présente la vision intime de l'artiste, le monde qu'il a parcouru et les événements historiques dont il fut le témoin. Les photographies magistrales des artistes Gérard Rancinan et Caroline Gaudriault habilleront égale-



ment les cimaises du MMVI avec « De rage et de désirs, Le coeur battant des hommes », une exposition qui raconte, à travers des images chargées en symbolisme, l'incroyable force humaine faite d'oppositions et de paradoxes.

Pour clôturer cette saison de la photographie, l'artiste marocain Touhami Ennadre exposera pour la première fois son œuvre au MMVI ; des photographies exclusivement en noir et blanc, à la fois énigmatiques et tragiques, prises aux quatre coins du monde.

En parallèle de ces expositions, la FNM ouvrira un nouvel espace muséal contemporain à Tanger le 29 novembre. A Tétouan, le musée ethnographique Bab Okla rouvrira ses portes au public, le 13 décembre, après plusieurs mois de rénovation. A Meknès, le Musée de la Musique à Dar Jamaï sera inauguré le 14 décembre 2021.

A l'Atelier 21: « Efflorescence » de Yamou



■ Omayma Khtib

L'artiste plasticien Yamou expose ses récentes œuvres à la galerie d'art l'Atelier 21 à Casablanca, du 5 octobre au 8 novembre 2021. Intitulée « Efflorescence », cette exposition est une continuité de la figuration du couvert végétal qui a fait sa réputation d'artiste.

L'artiste Yamou récré son jardin pictural en s'engageant dans de nouvelles recherches, exploitant toujours des pistes innovantes, inédites sans se fourvoyer de sa passion fusionnelle pour la nature.

« On se tient devant un tableau de Yamou comme se tiendrait un enfant à l'orée d'une majestueuse forêt, à la fois attiré et intimidé par son puissant et silencieux mystère. On se sent invité, et même plus, littéralement convoqué, à retrouver un monde à la fois familier et inconnu. Familier parce que l'on reconnaît, ou l'on devine, les éléments d'une nature généreuse et vivante, et inconnu parce que l'âme et le pinceau de Yamou nous donnent à la voir comme jamais auparavant », exprime la critique d'art Hanane Harrath dans le texte du catalogue d'exposition. « Yamou est ainsi comme un traducteur exigeant du

vivant, un passeur émerveillé, un « alchimiste voyant » pour reprendre Deleuze parlant de Spinoza, celui capable d'observer le Tout avec minutie, attention, et d'en saisir les moindres détails pour nous les restituer dans une harmonie déconcertante parce que soudain évidente, une harmonie qui nous souffle comme une vague puissante », ajoute-t-elle. En poursuivant que, les œuvres de Yamou rendent compte d'une vie indomptée où tout pousse dans tous les sens, où se mêlent la terre, l'air et l'eau, où ce qui est en devenir côtoie ce qui est déjà, et où de somptueux trous de lumière transpercent la densité du végétal qui

nous étreint sans jamais nous étouffer.

Né en 1959 à Casablanca, Yamou vit et travaille entre Paris et Tahannaout. Après l'obtention d'un DEA en sociologie à la Sorbonne Paris IV, il expose en 1990 à la galerie Etienne Dinet à Paris. Depuis cette date, l'artiste a montré ses œuvres plusieurs fois au Maroc et l'étranger et il fait partie, aujourd'hui, des artistes plasticiens marocains de renom. Son travail a d'ailleurs fait l'objet de plusieurs publications. Les œuvres de Yamou ont également intégré plusieurs collections prestigieuses au Maroc et à l'étranger.

Du 2 au 18 octobre à Rabat

« L'art à travers trois générations »

Une exposition intitulée « L'art à travers trois générations », une collaboration entre les artistes Imane Feriani, Abdelhadi Benbella, et leur invité d'honneur Jean-Baptiste Valadié, aura lieu du 2 au 18 octobre prochain à Rabat. Dans cette exposition, organisée avec l'appui du ministère de la Culture et de la Communication à la galerie Bab El Kebir aux Oudayas, Feriani, Benbella, et leur invité d'honneur Valadié, reviennent avec un ensemble d'œuvres qui nous embarquent dans leur propre univers, celui des rêves et de l'audace, selon un communiqué des organisateurs.

Trois générations, trois représentations du monde et trois façons de les exprimer à travers la matière et la forme. Les œuvres de l'artiste Imane Feriani, offrent un merveilleux voyage dans l'univers de la Femme dans tous ses états. Avec sa touche, Imane Feriani, la conceptualise, la questionne et en saisit instantanément et subtilement la réaction, le dos tourné, dans des compositions colorées et superposées.

Si l'imaginaire est de mise dans ses toiles, elles sont également le fruit de rencontres humaines marquantes avec des femmes iconiques anonymes : la force, la beauté, l'espoir, l'audace, le courage... « Je peins ce que la femme est, ce qu'elle souhaite être et ce qu'elle capable de devenir » peut être.

La deuxième génération est représentée par l'artiste



Abdelhadi Benbella. Devant ses toiles, le temps et l'espace se figent. Dans cette collection, l'artiste fusionne avec ses sujets pour créer des toiles aux limites vaporeuses : l'artiste et son œuvre se confondent. C'est selon lui, le meilleur moyen de s'affranchir des contraintes de l'art conventionnel pour donner libre cours à son talent avancé au gré de son univers.

Pour les organisateurs, le visiteur découvrira une lecture croisée entre l'humain, son sentiment et ses actes, le tout empreint d'une touche de biomorphisme.

Jean-Baptiste Valadié est artiste peintre, sculpteur, graveur, dessinateur, lithographe et illustrateur. Il fait ses premiers pas artistiques parisiens au cours Charpentier, à Montparnasse.

Grand voyageur, c'est en 1956 qu'il signe sa première exposition à Dakar (Sénégal). S'ensuivent de nombreuses expositions en France (Paris, Cannes, Lyon...), au Japon avec Dali et Picasso, à Taïpe avec Bernard Buffet et à Singapour avec Chagall. Puis dans le monde entier: Afrique du Sud, Angleterre, Australie, Etats-Unis, Suède, Suisse, Belgique...

Les tableaux de Valadié sont tellement prégnants qu'ils engagent le visiteur dans une discussion autour de la passion, l'émotion et le rêve. Selon le communiqué « on ne choisit jamais les toiles de Valadié, ce sont elles qui vous choisissent ».

Présenté en avant-première à Londres mardi James Bond revient, pour sauver le monde... et le cinéma

« Le nouveau James Bond, « Mourir peut attendre », est présenté en avant-première à Londres mardi, et cette fois 007 a pour mission non seulement de sauver le monde mais aussi les salles de cinéma, éprouvées par les confinements. »

C'est la dernière fois que le Britannique Daniel Craig, 53 ans, se glisse dans le smoking du plus célèbre agent au service de Sa Majesté -- et le nom de son successeur reste un mystère. Pour cette ultime aventure, il n'a pas été ménagé. Courses poursuites, explosions, fusillades... La bande-annonce laisse entrevoir un épisode intense, riche en cascades et gadgets, dans la pure tradition des 007. Avec un an et demi de retard en raison de la pandémie, ce film de 2 heures 43 minutes - le plus long James Bond - sera dévoilé en avant-première mondiale au Royal Albert Hall, avant sa sortie dans les salles de cinéma britanniques jeudi, puis le 6 octobre en France. Sur le tapis rouge, les producteurs Michael G. Wilson, Barbara Broccoli et le réalisateur Cary Joji Fukunaga («Beasts of No Nation», «True Detective») retrouveront les acteurs Daniel Craig, Rami Malek et Léa Seydoux ainsi que la chanteuse Billie Eilish qui interprète la chanson officielle du film, également intitulée «No Time To Die». Aux côtés de ces stars, et des princes Charles et William, des soignants ont été invités à découvrir le film dans la prestigieuse salle de spectacle en hommage à leur travail pendant la pandémie. Initialement prévue en mars 2020, la sortie de ce 25e épisode des aventures de



l'agent secret est très attendue par les fans mais aussi par les exploitants de cinémas qui cherchent à remplir leurs salles. Le dernier volet des aventures de James Bond, «Spectre», sorti fin 2015, avait rapporté plus de 880 millions de dollars de recettes dans le monde, selon la presse spécialisée. Après ce film, Daniel Craig avait déclaré qu'il préférerait se «tailler les veines» que de jouer de nouveau James Bond. Avant de finalement rempiler. Qui prendra la relève? Le mystère reste entier mais la productrice Barbara Broccoli a estimé que le personnage doit continuer à être interprété par un homme, un sujet qui divise. «Les femmes sont tellement sous-représentées» au cinéma, déplore Alana McGill, étudiante en philosophie, rencontrée par l'AFP dans les rues de Londres. Selon elle, «il doit y avoir plus de place pour les femmes et les personnes de couleur à Hollywood». Pour Derek Thomson, en revanche, «ça ne peut pas être une femme». «C'est un rôle trop emblématique, trop masculin», estime ce facteur de 62 ans. Afin de répondre aux critiques sur le sexisme de certaines œuvres de la franchise, l'actrice et scénariste Phoebe Waller-Bridge («Fleabag») a été mise à contribution pour

améliorer la représentation des femmes dans «Mourir peut attendre». Dans ce dernier film de l'ère Craig, le personnage inventé par l'écrivain Ian Fleming a quitté ses activités au sein des services secrets et profite d'un repos bien mérité en Jamaïque. Une tranquillité interrompue lorsque son vieil ami de la CIA, Felix Leiter, vient lui demander de l'aide pour sauver un scientifique qui vient d'être kidnappé. De retour au travail, le célèbre agent secret doit travailler avec une nouvelle et «désarmante» collègue, jouée par la Britannique Lashana Lynch. Face à eux, un mystérieux ennemi doté d'armes high-tech, incarné par l'Américain Rami Malek, Oscar du meilleur acteur en 2019 pour son interprétation du chanteur Freddie Mercury. La conquête de Bond depuis «Spectre», la psychologue Madeleine Swann, interprétée par la Française Léa Seydoux, semble aussi avoir des choses à cacher. Dans cet opus, tourné notamment en Italie et en Jamaïque, 007 «est une sorte d'animal blessé en lutte avec son passé d'agent secret», a décrit l'an dernier le réalisateur Cary Joji Fukunaga dans une vidéo du distributeur Universal Pictures. Selon le réalisateur, c'est une «course» pour James Bond, «non seulement pour sauver le monde mais ceux qu'il aime».

Un enregistrement inédit de Lennon All you need is 40.000 euros : aux enchères au Danemark



La cassette audio ne paie pas de mine mais son étiquette jaunie trahit sa valeur : quatre mots «John Lenon (sic) - Skyrum Berge» dévoilent un enregistrement inédit de l'ancien Beatles, mis mardi aux enchères à Copenhague.

Estimé entre 27.000 et 40.000 euros, cet enregistrement d'un total de 33 minutes est mis en vente par une bande de sexagénaires danois qui, il y a plus de 50 ans, avaient rencontré le musicien, lequel avait même chanté pour eux.

Nous sommes alors début 1970, et quatre garçons dans le vent, qui écrivent pour le journal de leur lycée, bravent une tempête de neige dans l'espoir d'interviewer leur idole, Lennon, et sa femme, Yoko Ono, venus passer une partie de l'hiver dans un coin reculé du Jutland, la partie continentale Danemark (ouest). «On est rentrés dans le salon et on a vu John et Yoko (...) assis dans le canapé, c'était fantastique. On s'est aussi assis et on était assez serrés les uns à côté des autres», se souvient Karsten Højen, l'un des propriétaires du précieux souvenir, vendu avec des photos de la fameuse journée du 5 janvier et un exemplaire du journal.

«J'étais assis à côté de Yoko Ono et John Lennon était assis à côté de Yoko et on a parlé, on a passé du bon temps. Il s'est étiré les jambes sur la table avec ses chaussettes en laine. C'était tout simplement cosy», confie ce géant débonnaire âgé aujourd'hui de 68 ans. Fin décembre 1969, dans un épisode jusqu'alors oublié, John Lennon arrive dans le royaume scandinave avec Yoko Ono pour se rapprocher de Kyoko, la fille de cette dernière, qui vit alors avec son père dans la péninsule de Thy.

D'abord passée inaperçue, leur visite, qui ne durera que quelques semaines, attise la curiosité des locaux et la star organise une conférence de presse qui tombe... le jour de la rentrée scolaire, s'amuse encore le vendeur. Qu'à cela ne tienne, ses amis et lui convainquent le

provisoireur de manquer une journée de cours pour aller parler paix et musique avec le chanteur, quelques mois avant la dissolution des Beatles.

Suite à un concours de circonstances rocambolesques, à cause de la météo détestable, les quatre lycéens se retrouvent à l'interviewer dans une ambiance décontractée, dans une chaumière du lieu-dit Skyrum Bjerge, comme indiqué - mal orthographié - sur l'étiquette. Si M. Højen et ses amis ont décidé de se séparer de leur trésor, qu'ils n'ont pas numérisé, c'est avant tout parce qu'ils n'en profitaient plus vraiment et n'imaginaient pas le partager entre leur nombreuse progéniture. «Nous serions heureux si un musée était intéressé ou pourquoi pas Yoko Ono elle-même», estime ce consultant dans le domaine culturel.

Pour écouter l'enregistrement, disponible nulle part ailleurs et dont un très court extrait disponible en ligne laisse penser qu'il est de qualité correcte, un bon vieux lecteur de cassettes est nécessaire.

«Il faut se poser et prendre un peu de temps pour l'écouter et espérer que tout se passe bien», confie Alexa Bruun Rasmussen, une responsable de la maison d'enchères Bruun Rasmussen qui s'occupe de la vente. «Ils jouent +Give peace a chance+, mais avec des mots différents et (Lennon) incorpore des aspects danois locaux, ce qui est évidemment très amusant pour nous, mais aussi +Radio Peace+ qui n'a jamais été publié», explique-t-elle.

Selon elle, écouter l'enregistrement, qui ne peut pas être commercialisé pour des raisons de droits, est très émouvant. «C'est très sincère. C'est très local, et je pense que ça le rend unique parce que John Lennon parle à de jeunes lycéens, ils partagent la passion du message de paix. Et on voit clairement qu'il y a entre eux une connexion», dit Mme Bruun Rasmussen.

Karsten Højen a raconté par le menu le souvenir de cette journée d'hiver à ses enfants et petit-enfants. Bientôt, il ne lui en restera aucune preuve.

Met Opera de New York

Première historique : une oeuvre composée par un musicien noir



Après un an et demi de rideau baissé à cause du coronavirus, le Metropolitan Opera de New York a retrouvé le public lundi soir pour une première historique qui a retenti jusqu'à Harlem : une oeuvre composée par un musicien noir, le trompettiste Terence Blanchard.

En 138 ans d'existence et malgré de grands compositeurs afro-américains comme William Grant Still, la prestigieuse institution n'avait jamais mis à l'affiche l'un de leurs opéras, contrairement à d'autres scènes des Etats-Unis.

C'est chose faite depuis lundi, avec «Fire shut up in my bones», une oeuvre contemporaine et flamboyante, aux accents jazz et blues, de Terence Blanchard, trompettiste renommé et célèbre pour avoir composé les bandes originales de nombreux films de Spike Lee.

Le livret, écrit par la cinéaste américaine Kasi Lemmons, est inspiré des mémoires de Charles Blow, un chroniqueur du New York Times qui raconte son passage à l'âge adulte en tant que garçon noir dans le sud des Etats-Unis, aux prises avec le racisme et le traumatisme d'une agression sexuelle perpétrée par un cousin durant son enfance. Et pour l'occasion, l'oeuvre, jouée, chantée et dansée dans l'antre habituel du Met Opera, au Lincoln Center, a aussi été diffusée sur un écran géant, dans un amphithéâtre en plein air du Marcus Garvey Park à Harlem, où l'entrée était gratuite.

Au bout de trois heures de représentation, conclues par des applaudissements nourris, Lara Rabkin, une créatrice âgée de 48 ans, en avait les larmes aux yeux. «C'était très puissant. C'est important qu'on parle plus des hommes exprimant leurs émotions, notamment les hommes noirs dans notre communauté, car il n'y a pas souvent de place pour parler de leurs traumatismes, de leurs blessures, et pour se soutenir plutôt que de renvoyer une image de dureté», a-t-elle expliqué, très émue.

Bien avant le spectacle, à l'ombre des arbres du parc, près de la 125e rue à Harlem, une longue file d'attente s'était formée pour montrer sa carte de vaccination puis s'asseoir sur les bancs, dans l'amphithéâtre de 1.700 places vite rempli. Avant que le baryton Will Liverman ne chante les premières notes, l'orchestre, dirigé par Yannick Nézet-Séguin, avait fait retentir l'hymne américain, applaudi par la foule debout. Fin 2019, le Metropolitan Opera avait annoncé mettre à son programme l'opéra de Terence Blanchard, déjà joué à Saint-Louis, sans préciser quelle place prendrait cette oeuvre dans sa saison. Un an et demi plus tard, et après l'affaire George Floyd, «Fire shut up in my bones» est à l'affiche de la réouverture post-Covid, un symbole encore plus important. Cela «dépassa ma personne» avait confié à l'AFP le musicien de 59 ans né en Louisiane, récompensé six fois aux Grammy Awards et nommé aux Oscars, y voyant un signe qui «en dit plus long sur ce qu'il se passe dans notre pays et dans le monde de l'art».

Mais pour Linda Talton, une consultante en éducation de 54 ans qui habite le quartier d'Harlem, «cela aurait dû arriver il y a bien plus longtemps». «C'est une honte qu'il ne soit que le premier. Nous sommes en 2021. Nous devrions avoir honte, en tant que pays», ajoute cette femme, cheveux courts teints en blond, qui se dit quand même «très heureuse». «Terence Blanchard est incroyable, c'est une légende, c'est très beau qu'il honore cet espace», dit-elle. Pendant la pandémie, le Met, premier employeur des Etats-Unis dans le domaine du spectacle vivant avec plus de 3.000 salariés, a aussi dû faire face à de longues négociations sociales, sur fond de baisses de salaires, pour pouvoir reprendre. Un accord a finalement été trouvé à la fin du mois d'août : il prévoit des réductions de salaire pour les musiciens, la direction s'engageant à en rétablir une partie quand les recettes de billetterie atteindront 90% du niveau d'avant la pandémie.

FRMF

La liste des entraîneurs des différentes sélections nationales dévoilée

La Fédération royale marocaine de football (FRMF) a dévoilé, lundi, la liste des entraîneurs qui prendront en charge les différentes équipes nationales.

"Après la restructuration de la direction technique des sélections nationales, le responsable du pôle Sélection nationale des moins de 23 ans et Equipe nationale A', M. Houcine Ammouta, a rendu publique la liste des cadres techniques qui prendront en charge l'encadrement technique de ces deux sélections", indique un communiqué de la FRMF.

Ainsi, poursuit la même

source, Hicham Dmii a été désigné à la tête de la sélection nationale des moins de 23 ans, alors que Miloud Moudakar sera entraîneur adjoint.

M. Houcine Ammouta prend en charge la sélection nationale A', tandis que Hicham Dmii, Miloud Moudakar et Rachid Benmahmoud ont été nommés entraîneurs adjoints. Par ailleurs, M. Fathi Jamal, responsable du pôle des Sélections nationales de U13 à U20 ans, a dévoilé, de son côté, la liste des entraîneurs qui prendront en charge ces sélections.

Ainsi, la barre technique de la sélection U20 a été confiée à

Zakaria Aboub, alors que Saïd Chiba prendra les rênes de l'équipe nationale U17.

De leur côté, Abdallah Idrissi et Noureddine Boubou ont été désignés, conjointement, entraîneurs des sélections U13 et U15, lesquels seront assistés par Nabil Baha.

M. Gregory Delhomel prendra en charge, quant à lui, la préparation physique des sélections nationales U13, U15, U17 et U20, alors que Simon Jennings assumera la formation initiale des U15 au centre Saïdia, dans le cadre des cursus sport-étude, et Imad Maaroufi sera le responsable de la catégorie U13 dans le cadre du même cursus.



Ligue des Champions

Juventus-Chelsea, Locatelli au défi du «professeur» Jorginho



Lors de l'Euro "magique" de l'Italie, Manuel Locatelli a vite grandi auprès du "professeur" Jorginho. Le milieu de la Juventus va avoir l'occasion de montrer s'il a les armes pour rivaliser avec le stratège de Chelsea.

Comme les "Trois mousquetaires" étaient quatre, l'Italie de Roberto Mancini s'est découvert avec Locatelli un quatrième

moteur au milieu, aux côtés du trio Barella-Jorginho-Verratti. Locatelli a été un quasi-titulaire de la Nazionale sacrée à Wembley. Il a fait oublier l'absence de Verratti, blessé, lors des premiers matches puis l'a parfaitement suppléé en cours de jeu, dès que le milieu du Paris SG flanchait physiquement.

Jorginho, surnommé le "professeur" dans la Nazionale, avait salué cette alternance sans accroc: "Quand il n'y a pas Marco, il y a Loca, qui a des caractéristiques similaires. Tous deux m'aident dans la construction".

Après un tel Euro, il était difficile pour Sassuolo de retenir son joyau de 23 ans, priorité numéro un du nouvel entraîneur

de la Juventus Massimiliano Allegri. Chez les Bianconeri, le milieu était un secteur en friche, sans système limpide ni joueur indispensable, après une saison d'expérimentations avec Andrea Pirlo. Allegri espère avoir trouvé avec Locatelli un joueur capable de stabiliser l'équipe, comme il l'avait lors de son premier passage à la Juve avec Miralem Pjanic.

Conscient des attentes et mieux armé face à la pression que lors de ses débuts à Milan, il y a cinq ans, Locatelli monte d'ailleurs en puissance. Dimanche, il a inscrit son premier but en bianconero contre la Sampdoria (3-2). Comme lui, la Juve trouve progressivement ses marques, avec ses deux premières victoires en championnat, après son pire démarrage depuis 60 ans (deux nuls, deux défaites). Mais sans Paulo Dybala ni Alvaro Morata, blessés, elle reste fragile à l'heure de recevoir Chelsea dans le duel entre les deux favoris du groupe H, tous deux vainqueurs de leur premier match de C1. Chelsea, après les succès en Ligue des champions et en Supercoupe d'Europe, a encore faim de titres. Et Jorginho, récemment couronné joueur UEFA de l'année, plus encore. Ce match contre la Juve est forcément important pour renforcer ses prétentions au Ballon d'or, qui n'a plus été remporté par un Italien depuis le champion du monde Fabio Cannavaro en 2006. "2021 a été extraordinaire. Être déjà considéré comme un candidat crédible au Ballon d'or me rend fier", a-t-il souligné dans un entretien à la Gazzetta

dello Sport mardi.

Cette riche année constitue une belle revanche pour le natif du Brésil, arrivé en Italie à l'adolescence et qui a longtemps semblé mal équipé, malgré sa technique de passe et son sens du placement, pour la Premier League. "Au début, on disait que je n'avais pas ma place dans le club, mais j'ai ensuite démontré que j'avais le niveau pour m'imposer ici", a-t-il confié à BT Sports samedi.

"C'est un joueur raffiné et c'est pour ça que tout le monde ne le comprend pas. Il fait tout paraître simple, c'est ce qui le rend si bon", a dit cet été à son sujet Maurizio Sarri, celui qui l'avait amené avec lui à Chelsea, en provenance de Naples.

"Mau" l'avait installé au cœur du jeu des Blues, avec un succès mitigé, et sous Frank Lampard, souvent dans un milieu à trois, il ne semblait pas avoir non plus le volume défensif pour s'imposer. Avec l'arrivée de Thomas Tuchel et le passage à deux milieux centraux, Jorginho est devenu le métronome d'une équipe qui joue à haute intensité.

"Jogi+ est un joueur très stratégique. Il sait quoi faire quand il a la balle, imaginer ce qui va se passer avec une ou deux passes d'avance", assure Tuchel. A Locatelli d'avoir autant d'imagination pour tenter de museler Jorginho, avant de l'aider dès la semaine prochaine à décrocher un éventuel titre supplémentaire avec l'Italie, lors du carré final de la Ligue des Nations.

Botola Pro D1

La Jeunesse sportive Salmi s'offre l'Olympique Khouribga



La Jeunesse sportive Salmi (JSS) s'est imposée face à l'Olympique de Khouribga (OCK) par 2 buts à 1, au stade municipal de Berrechid, en match d'ouverture de la 4^e journée de la Botola Pro D1 « Inwi » de foot-

ball. Les deux buts de la JSS ont été signés Youssef Ougadi (10^e, c.s.c) et Yassine Njima (81^e, s.p.), alors que Kabelo Seakanyeng a égalisé entre temps pour l'OCK (24^e). Grâce à ce succès, la JSS se catapulte

en tête du classement avec 9 points, à côté du Wydad et du Raja de Casablanca et du du Difaa El Jadida. L'Olympique Khouribga a vu, quant à lui, son compteur de points stoppé à 4 unités.

Boules et pétanque

Tournoi international en octobre à Hammamet avec la participation du Maroc



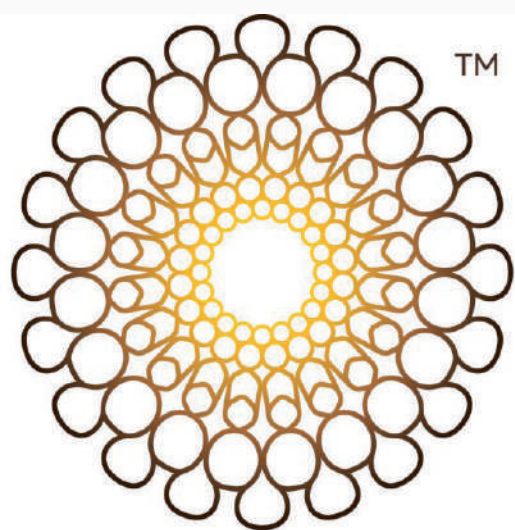
Un tournoi international francophone de boules et pétanque sera organisé du 1^{er} au 3 octobre prochain à Hammamet (60 km de Tunis) avec la participation du Maroc. Pas moins de 65 joueurs de 9

pays participeront à ce tournoi. Il s'agit, outre le Maroc qui sera représenté par 7 boulistes, de la Tunisie (26), de l'Algérie (7), de la France (5), de l'Allemagne (5), du Luxembourg (4), de la Libye (4), du Congo (4) et de la

Belgique (3). Le tournoi verra également la présence de 11 clubs sportifs tunisiens représentant la Ligue de Tunis et du Nord, la Ligue de Monastir, la Ligue de Sfax et la Ligue de Kasserine.

Expo 2020 Dubaï

Le Pavillon Maroc annonce les grandes lignes de sa programmation



EXPO
2020
DUBAI
UAE



المغرب
MOROCCO
EXPO 2020 DUBAI

OFFICIAL PARTICIPANT – MOROCCO – المغربي – مشارك رسمي

L'Expo Dubaï 2020, qui aura lieu à partir du 1er octobre 2021 à Dubaï, connaîtra la participation de 192 pays, dont le Maroc qui compte à travers cet événement partager sa vision straté-

gique d'un avenir mondial plus durable. Avec 192 pays représentés, tous unis pour penser le monde de demain, c'est un nouveau chapitre de l'Histoire qui

s'écrit à Expo 2020 Dubaï, la première organisée dans un pays de la région Moyen-Orient, Afrique, Asie du Sud (MEASA) et qui se déroulera sur 6 mois du 1er octobre 2021 au 31 mars

2022, indique un communiqué des organisateurs, relevant que "le Maroc sera au rendez-vous pour partager sa vision stratégique d'un avenir mondial plus durable".

Situé au cœur du District Opportunité, près du pavillon des Émirats Arabes Unis et non loin d'Al Wasl Plaza, monument central du site d'Expo 2020 Dubaï, le Pavillon Maroc proposera en plus d'une Exposition permanente, une programmation artistique, culturelle, économique et scientifique variée, riche et inspirante, relève la même source.

Sous le thème "Héritages pour l'avenir, depuis des origines inspirantes vers un progrès durable", la participation du Maroc à Expo 2020 Dubaï est pensée pour inviter les visiteurs à (re)découvrir le Royaume, son histoire, son identité, ses talents, mais aussi ses réalisations tangibles dans divers domaines. A travers trois grandes thématiques, le Pavillon Maroc donnera à voir au monde l'engagement du Royaume pour le futur de la Planète, la richesse d'un pays fort de ses talents, d'ici et d'ailleurs et la dynamique de progrès dans laquelle s'inscrit le Maroc.

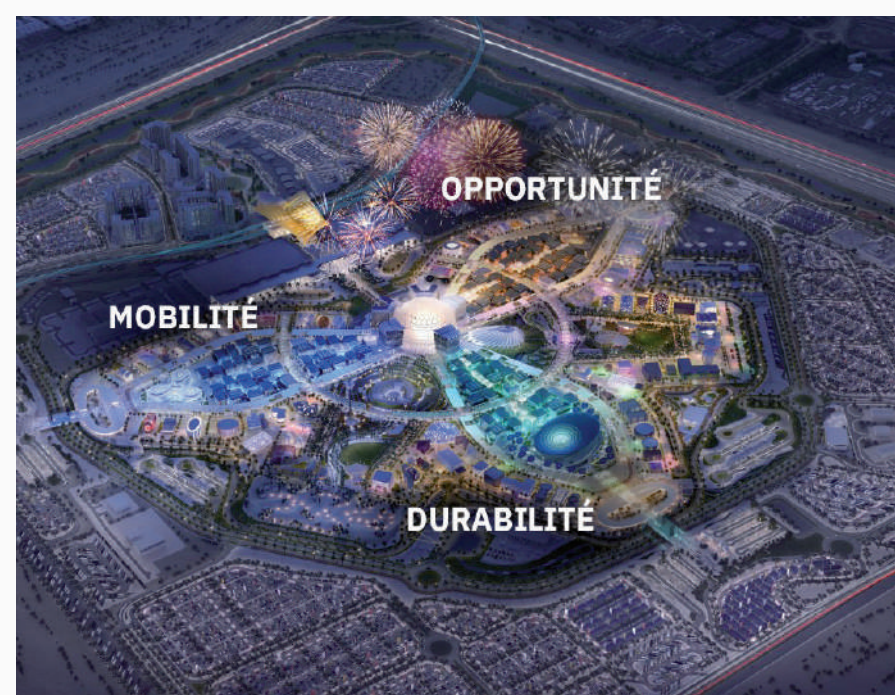
Avec l'objectif de faire bénéficier le visiteur d'une expérience singulière, l'Exposition permanente du Maroc au sein de son Pavillon est pensée comme une promenade, avec des portes donnant sur 13 salles. Chacune d'entre elles constitue un espace original, jouant sur l'effet de surprise produit par les éléments présentés qui offrent autant d'occasions de (re)découvrir le Maroc et la forte continuité liant son passé, son présent et l'avenir qu'il se construit. "Chaque porte qui s'ouvre donnera ainsi à voir et à vivre au visiteur une (nouvelle) facette du Maroc : de sa mobilité et sa dynamique de progrès (à travers les salles Meet your Eldest, Moroccan Explorers, Movement, Visit. Morocco, Connections & Development, Reveal Africa, Moroccan Artists) à son engagement pour le futur de la Planète (salles Bubble of Life, Argan Stories, Plants Power, Release the Energies)", soulignent les organisateurs.

Ce parcours, qui se distingue d'un parcours muséal classique, plonge le visiteur dans une expérience immersive forte, tantôt interactive, parfois ludique, impliquant le corps et pas seulement l'esprit, de sorte à toucher tous les publics. Pour les plus jeunes, le Pavillon Maroc offre une expérience de jeu innovant, en réalité augmentée, qui les invite à rechercher un certain nombre d'indices et à résoudre des énigmes inédites.

Une vitrine pour la destination Maroc, Terre d'investissement et d'innovation

Se présentant également comme un acteur du renouveau mondial, le Maroc déploiera un programme d'événements scientifiques et économiques autour des thèmes principaux retenus par Expo 2020 Dubaï, à l'intérieur de son Pavillon mais aussi au sein de différents espaces mis à disposition au sein du site d'Expo 2020 Dubaï.

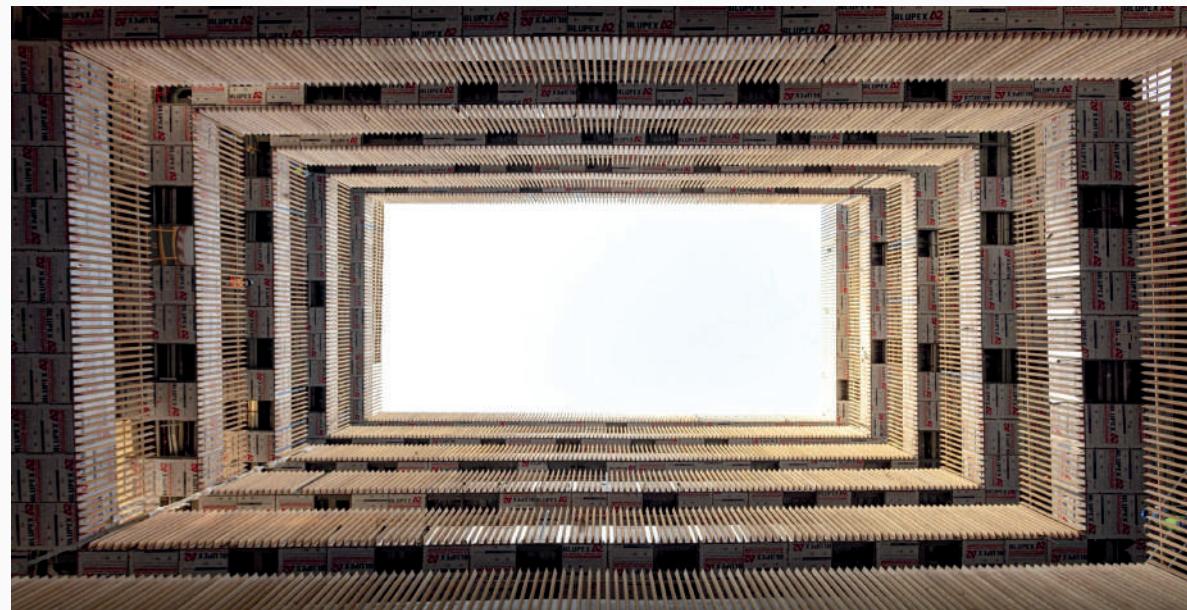
Climat, développement durable, logistique, infrastructures, accélération industrielle, stratégie agricole, tourisme, finance, coopération africaine... seront les thèmes abordés lors de conférences, d'ateliers et de rencontres professionnelles dédiées, en présence des principaux acteurs de l'économie marocaine : institutionnels, entreprises publiques et privées. Au-delà des 10 semaines thématiques développées par les organisateurs, le Maroc a entrepris de créer au sein de sa programmation une semaine dédiée au Royaume, en partenariat avec la CGEM et



l'AMDIE, pour présenter ses potentialités et mettre en avant son attractivité internationale en tant que hub mondial pour investir.

Cette semaine qui se déroulera du 10 au 16 octobre 2021, portera sur un programme d'événements scientifiques, business qui permettra de mettre en lumière un Maroc moderne et connecté, et de valoriser les opportunités d'investissement du Royaume ainsi que sa dynamique de développement économique et humain, durable et inclusive pour les générations futures.

Une délégation d'opérateurs privés et publics marocains sera présente dans le cadre de cette semaine dédiée au Royaume. Des panels dynamiques traiteront de sujets précis et couvriront l'ensemble des secteurs, leur évolution, afin de refléter au mieux la sphère économique du pays.



Une programmation artistique et culturelle d'une grande diversité

En parallèle de la programmation économique et scientifique, le Pavillon Maroc proposera, au sein de son Pavillon et dans les différents espaces d'Expo 2020 Dubaï, une programmation artistique et culturelle d'une grande diversité.

Cette programmation vise à refléter la dynamique culturelle et économique marocaine ainsi que la diversité de son patrimoine matériel et immatériel. Plusieurs temps forts rythmeront les 6 mois, avec comme point d'orgue le National Day, le 26 décembre 2021, date à laquelle le Maroc sera à l'honneur au sein d'Expo 2020 Dubaï.

L'objectif de cette programmation artistique est de montrer au monde les aspects intergénérationnels, interculturels et éclectiques de la culture marocaine, dans une logique de transmission, et refléter l'image plurielle du Royaume, au sein du Pavillon Maroc, et au-delà, hors les murs...

La programmation culturelle et artistique s'exprimera sous plusieurs formes : temps forts musicaux, food & night music, "cooking show", prestations musicales de 12 troupes folkloriques des 12 régions

du Royaume, défilés de stylistes marocains jeunes et confirmés, ateliers Kids master class, ateliers artistiques pour enfants, célébration des 50 ans des Emirats Arabes Unies (Golden Jubilee), fresque participative, expositions, projection de film, etc. Du 1er octobre 2021 au 31 mars 2022, Expo 2020 Dubaï accueillera, en un seul lieu, des millions de visiteurs et les invitera à participer à la création d'un nouveau monde avec pour objectif de "Connecter les Esprits, Construire le Futur".

Expo 2020 Dubaï sera l'incubateur mondial d'idées nouvelles le plus efficace au monde, catalysant un échange de nouvelles perspectives et inspirant l'action pour apporter des solutions concrètes aux défis du monde. Il sera le plus grand rassemblement culturel du monde, présentant une expérience visuellement saisissante et émotionnellement inspirante 182 jours durant, alors que plus de 200 participants - des nations, des organisations multilatérales, des entreprises et des institutions éducatives, et des millions de visiteurs - créeront la plus grande et la plus diversifiée des expositions universelles

jamais réalisées.

Les sous-thèmes d'Expo 2020 Dubaï, Opportunité, la Mobilité et la Durabilité, inciteront les visiteurs à préserver notre Planète, à explorer de nouvelles frontières et à construire un avenir meilleur pour tous. Pendant 6 mois, Expo 2020 Dubaï sera une destination familiale incontournable, avec des milliers d'événements, des expériences exploratoires étonnantes et une entrée gratuite pour les enfants jusqu'à 18 ans.

Expo 2020 Dubaï s'engage à assurer la sécurité des visiteurs en suivant les dernières recommandations des plus grands experts mondiaux en santé. Expo 2020 Dubaï est la première Exposition Universelle à se tenir dans la région du Moyen-Orient, Afrique et Asie du Sud (MEASA), sur un site de 4,38 km² adjacent à l'aéroport international Al Maktoum de Dubaï Sud. Construit dans l'optique d'un héritage significatif et mesurable à long terme, et après la fermeture d'Expo 2020 Dubaï, le site de l'Expo deviendra le District 2020 : une communauté mondiale modèle qui repensera les villes du futur.